

Cote du document:	EB 2009/98/R.47
Point de l'ordre du jour:	18 b)
Date:	17 novembre 2009
Distribution:	Publique
Original:	Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président concernant des propositions de don au titre du guichet mondial/régional à des centres internationaux ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI

Conseil d'administration — Quatre-vingt-dix-huitième session
Rome, 15-17 décembre 2009

Pour: **Approbation**

Note aux Administrateurs

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Afin que le temps imparti aux réunions du Conseil soit utilisé au mieux, les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport, avant la session, avec le responsable du FIDA ci-après:

Shantanu Mathur

Coordonnateur des dons

téléphone: +39 06 5459 2515

courriel: s.mathur@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs

téléphone: +39 06 5459 2374

courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Recommandation pour approbation	iii
Première partie – Introduction	1
Deuxième partie – Recommandation	4

Annexes

- I) Fédération des agriculteurs d'Afrique orientale (EAFF), Plateforme sous-régionale des organisations paysannes d'Afrique centrale (PROPAC), Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA) et Confédération des syndicats agricoles d'Afrique australe (SACAU): Programme d'appui aux organisations paysannes africaines
- II) Centre international de développement des engrais (IFDC): Intégration de l'accès aux engrais et de pratiques novatrices utiles aux pauvres en Afrique de l'Ouest
- III) Union mondiale pour la nature (IUCN): Promotion d'une gestion durable des terres, de systèmes pastoraux de subsistance résilients et de la réduction de la pauvreté en Afrique
- IV) Centre international d'agriculture biosaline (ICBA): Adaptation au changement climatique dans les environnements marginaux d'Asie occidentale et d'Afrique du Nord moyennant la diversification durable de l'agriculture et de l'élevage
- V) Réseau international sur le bambou et le rotin (INBAR): Intégration de moyens de subsistance utiles aux pauvres et de solutions aux problèmes de dégradation de l'environnement à partir du bambou en Afrique orientale et australe
- VI) Programme régional de formation au développement rural (PROCASUR): Programme de formation aux itinéraires d'apprentissage – phase II
- VII) Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO): Programme de développement des compétences en matière de partage des savoirs
- VIII) Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO): Programme en faveur de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance durables dans les États insulaires du Pacifique
- IX) Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO): Programme d'appui à la formulation de directives volontaires pour la gouvernance responsable des terres et des autres ressources naturelles

Sigles et acronymes

AGRA	Alliance pour une révolution verte
EAFF	Fédération des agriculteurs d'Afrique orientale
IUCN	Centre mondial de la nature
PROPAC	Plateforme sous-régionale des organisations paysannes d'Afrique centrale
ROPPA	Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest
SACAU	Confédération des syndicats agricoles d'Afrique australe
ICBA	Centre international d'agriculture biosaline
INBAR	Réseau international sur le bambou et le rotin
PROCASUR	Programme régional de formation au développement rural
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
GIFS	Gestion intégrée de la fertilité des sols
IFDC	Centre international de développement des engrais
IMPD	Initiative mondiale pour un pastoralisme durable
NARES	Système national de recherche et de vulgarisation agricoles
NARS	Système national de recherche agricole
WANA	Région Asie occidentale et Afrique du Nord

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver les recommandations relatives aux propositions de don au titre du guichet mondial/régional à des centres internationaux ne bénéficiant pas du soutien du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale, telles qu'elles figurent au paragraphe 16.

Rapport du Président concernant des propositions de don au titre du guichet mondial/régional à des centres internationaux ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI

J'ai l'honneur de présenter le rapport et la recommandation ci-après concernant neuf propositions de don en faveur de la recherche et de la formation agricoles menées par des centres internationaux ne bénéficiant pas du soutien du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), d'un montant de 12,16 millions d'USD.

Première partie – Introduction

1. Dans le présent rapport, il est recommandé au FIDA d'apporter un appui aux programmes de recherche et de formation menés par les centres internationaux ci-après ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI: quatre réseaux régionaux d'organisations d'agriculteurs (Fédération des agriculteurs d'Afrique orientale, Plateforme sous-régionale des organisations paysannes d'Afrique centrale, Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest et Confédération des syndicats agricoles d'Afrique australe); le Centre international de développement des engrais; l'Union mondiale pour la nature; le Centre international d'agriculture biosaline; le Réseau international sur le bambou et le rotin; le Programme régional de formation au développement rural; l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture; et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Bureau sous-régional pour les Îles du Pacifique.
2. Les documents relatifs aux dons soumis au Conseil d'administration pour approbation figurent en annexe au présent rapport:
 - I) Fédération des agriculteurs d'Afrique orientale (EAFF), Plateforme sous-régionale des organisations paysannes d'Afrique centrale (PROPAC), Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA) et Confédération des syndicats agricoles d'Afrique australe (SACAU): Programme d'appui aux organisations paysannes africaines
 - II) Centre international de développement des engrais (IFDC): Intégration de l'accès aux engrais et de pratiques novatrices utiles aux pauvres en Afrique de l'Ouest
 - III) Union mondiale pour la nature (IUCN): Promotion d'une gestion durable des terres, de systèmes pastoraux de subsistance résilients et de la réduction de la pauvreté en Afrique
 - IV) Centre international d'agriculture biosaline (ICBA): Adaptation au changement climatique dans les environnements marginaux d'Asie occidentale et d'Afrique du Nord moyennant la diversification durable de l'agriculture et de l'élevage
 - V) Réseau international sur le bambou et le rotin (INBAR): Intégration de moyens de subsistance utiles aux pauvres et de solutions aux problèmes de dégradation de l'environnement à partir du bambou en Afrique orientale et australe
 - VI) Programme régional de formation au développement rural (PROCASUR): Programme de formation aux itinéraires d'apprentissage – phase II
 - VII) Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO): Programme de développement des compétences en matière de partage des savoirs

- VIII) Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO): Programme en faveur de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance durables dans les États insulaires du Pacifique
- IX) Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO): Programme d'appui à la formulation de directives volontaires pour la gouvernance responsable des terres et des autres ressources naturelles
3. Les objectifs et la teneur de ces programmes de recherche considérés sont conformes à l'évolution des objectifs stratégiques du FIDA ainsi qu'aux principes et critères régissant son programme de dons.
 4. Les objectifs stratégiques primordiaux qui guident la politique du FIDA en matière de dons approuvée par le Conseil d'administration en décembre 2003 sont les suivants:
 - a) promouvoir des travaux de recherche utiles aux pauvres sur les approches novatrices et les options technologiques en vue de renforcer l'impact au niveau du terrain; et/ou
 - b) renforcer les capacités utiles aux pauvres des institutions partenaires, y compris les organisations à assise communautaire et les ONG.
 5. Découlant de ces objectifs et de ceux du Cadre stratégique du FIDA pour 2007-2010, les buts spécifiques de l'appui apporté par le FIDA sous forme de dons concernent: a) les groupes cibles du Fonds et les stratégies de sécurité alimentaire des ménages, plus particulièrement dans les régions reculées et les zones agroécologiques marginalisées; b) les technologies fondées sur les systèmes de savoirs traditionnels locaux/autochtones, adaptées aux sexospécificités et de nature à renforcer et à diversifier le potentiel productif des systèmes agricoles pauvres en ressources en améliorant la productivité en exploitation et hors exploitation et en s'attaquant aux entraves à la production; c) l'accès aux avoirs productifs (terre et eau, services financiers diversifiés en milieu rural, main-d'œuvre et technologie); d) la gestion durable et productive des ressources naturelles, qu'il s'agisse de leur utilisation ou de leur conservation; e) les mesures propres, tant au niveau local que national, à inciter les ruraux pauvres à accroître leur productivité et à réduire ainsi leur dépendance à l'égard des transferts; f) l'accès des petits producteurs primaires pauvres qui s'investissent dans de petites et moyennes entreprises et des chaînes de valeur rémunératrices à des marchés transparents et compétitifs d'intrants et de produits au service de ces producteurs; et g) un cadre institutionnel au sein duquel les institutions formelles et informelles, publiques et privées, locales et nationales peuvent dispenser des services aux populations économiquement vulnérables, en fonction de leur avantage comparatif. Dans ce cadre, le financement octroyé par le FIDA sous forme de dons vient en appui à des approches axées sur les filières-produits dans un souci d'autociblage par les ruraux pauvres. Enfin, le programme de dons du FIDA encourage la création et la consolidation de réseaux destinés à la collecte et à la diffusion de savoirs utiles aux pauvres qui, à leur tour, aideront le Fonds à forger des liens stratégiques durables avec ses partenaires du développement et à démultiplier les effets de ses programmes de recherche et de renforcement des capacités financés au moyen de dons.
 6. Les dons proposés dans le présent document s'inscrivent dans les objectifs stratégiques cités plus haut.
 7. Le programme d'appui aux organisations paysannes africaines répond aux buts b), d) et g). Il aura pour effet: i) d'autonomiser les organisations paysannes en renforçant leurs capacités dans les domaines de la gestion, de la comptabilité, du contrôle financier, de la gouvernance, de la communication, de la planification stratégique, de l'inclusion des couches sociales défavorisées et des femmes, de la gestion des savoirs et de la mise en réseau aux niveaux national, régional et continental; et ii) d'accentuer le rôle joué par les organisations paysannes dans la formulation et la mise en œuvre de politiques et de programmes liés au

développement agricole, s'agissant notamment de recherche et de technologie agricoles, d'infrastructure, de commercialisation, de sécurité alimentaire, de changement climatique, de macroéconomie et de commerce régional et international.

8. Le programme de l'IFDC pour l'intégration de l'accès aux engrais et de pratiques novatrices utiles aux pauvres en Afrique de l'Ouest répond à tous les buts spécifiques de l'appui apporté par le FIDA sous forme de dons de a) à g). Il créera un environnement plus propice à une utilisation appropriée et durable des engrais et des ressources organiques.
9. Le programme de l'IUCN pour la promotion d'une gestion durable des terres, de systèmes pastoraux de subsistance résilients et de la réduction de la pauvreté en Afrique répond aux buts a), b), d), e) et g). Il donnera plus d'autonomie aux femmes et aux hommes pratiquant l'élevage; il appuiera l'amélioration de leurs moyens de subsistance; il renforcera leurs capacités, ainsi que celles de leurs institutions, en matière de gestion durable des ressources naturelles; il produira des savoirs par le biais de recherches et d'examen thématiques; il intégrera les conclusions de ces travaux dans la planification et les diffusera afin qu'elles fassent évoluer les politiques et les pratiques; et il consolidera les cadres de politique générale aux niveaux local, national et international.
10. Le programme de l'ICBA pour l'adaptation au changement climatique dans les environnements marginaux d'Asie occidentale et d'Afrique du Nord moyennant la diversification durable de l'agriculture et de l'élevage répond aux buts a), c) et d). Il consistera notamment en la mise au point et la diffusion de technologies de production de fourrage utilisables dans des conditions marginales afin d'augmenter la productivité des systèmes fourrage-bétail en Asie occidentale et en Afrique du Nord; l'élaboration de systèmes participatifs de production et de livraison de semences de trois à cinq géotypes de fourrages tolérants à la salinité et de certaines cultures spécialisées adaptées à divers milieux en vue d'une adoption le plus large possible par les agriculteurs; et l'introduction, l'évaluation et la reproduction à plus grande échelle de systèmes de production de fourrage-bétail qui soient viables sur les plans économique et environnemental.
11. Le programme de l'INBAR pour l'intégration de moyens de subsistance utiles aux pauvres et de solutions aux problèmes de dégradation de l'environnement à partir du bambou en Afrique orientale et australe répond aux buts c) et f). Il visera essentiellement à donner aux hommes et aux femmes pauvres en milieu rural les moyens de gérer les ressources naturelles de manière efficiente et durable, et offrira des possibilités d'emploi rural hors-exploitation et de création d'entreprises.
12. Le programme de formation aux itinéraires d'apprentissage PROCASUR – phase II répond aux buts a), b), e) et g). Il favorisera la création et le renforcement de réseaux dédiés à la production et à l'échange de savoirs utiles aux pauvres, réseaux qui à leur tour amélioreront la capacité propre du Fonds à nouer des liens stratégiques à long terme avec ses partenaires de développement et à multiplier l'effet de ses programmes de recherche et de renforcement des capacités financés par des dons. Plus généralement, le programme renforcera les capacités utiles aux pauvres des institutions partenaires, y compris les organisations à assise communautaire et les ONG.
13. Le programme de la FAO de développement des compétences en matière de partage des savoirs s'inscrit dans la mise en œuvre de la stratégie du FIDA en matière de gestion des savoirs. Il renforcera les capacités permettant de favoriser la création et le renforcement de réseaux dédiés à la production et à l'échange de savoirs utiles aux pauvres, contribuant ainsi à la réalisation de tous les buts spécifiques de l'appui apporté par le FIDA sous forme de dons de a) à g).

14. Le programme de la FAO en faveur de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance durables dans les États insulaires du Pacifique répond aux buts a), b), c) et d). Il améliorera la disponibilité et l'accessibilité d'aliments nutritifs pour les ménages pauvres et vulnérables; il garantira aux communautés vulnérables un meilleur accès à des services, intrants et marchés agricoles durables; et il renforcera les capacités, politiques et mesures stratégiques permettant de faire face aux problèmes de sécurité alimentaire.
15. Le programme d'appui à la formulation de directives volontaires pour la gouvernance responsable des terres et des autres ressources naturelles, sous l'égide de la FAO, répond aux buts a), c), d), e) et f). Il donnera aux ruraux pauvres les moyens d'avoir un accès meilleur et plus durable aux ressources naturelles (terre et eau) et appuiera les processus politiques et programmatiques locaux et nationaux. Il contribuera aussi indirectement à d'autres buts spécifiques, notamment un accès plus grand aux services financiers, aux marchés et aux possibilités non agricoles. Le programme s'inscrit par ailleurs dans le droit fil de la politique du FIDA relative à l'amélioration de l'accès à la terre et de la sécurité foncière. En renforçant la capacité du Fonds à intégrer les questions de sécurité foncière dans ses opérations, il augmentera l'impact sur le terrain, accroîtra la participation des organisations de la société civile et consolidera les partenariats avec les autres parties prenantes.

Deuxième partie – Recommandation

16. Je recommande que le Conseil d'administration approuve les dons proposés en adoptant les résolutions suivantes:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme d'appui aux organisations paysannes africaines, accordera un don ne dépassant pas trois cent soixante-deux mille dollars des États-Unis (362 000 USD) à la Fédération des agriculteurs d'Afrique orientale, un don ne dépassant pas trois cent soixante-deux mille dollars des États-Unis (362 000 USD) à la Plateforme sous-régionale des organisations paysannes d'Afrique centrale (PROPAC), un don ne dépassant pas quatre cent quatorze mille dollars des États-Unis (414 000 USD) au Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA), et un don ne dépassant pas trois cent soixante-deux mille dollars des États-Unis (362 000 USD) à la Confédération des syndicats agricoles d'Afrique australe (SACAU), pour un total de un million cinq cent mille dollars des États-Unis (1 500 000 USD) à l'appui d'un programme de trois ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance à celles indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme pour l'intégration de l'accès aux engrais et de pratiques novatrices utiles aux pauvres en Afrique de l'Ouest, accordera un don ne dépassant pas un million cinq cent mille dollars des États-Unis (1 500 000 USD) au Centre international de développement des engrais (IFDC) à l'appui d'un programme de trois ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance à celles indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme pour la promotion d'une gestion durable des terres, de systèmes pastoraux de subsistance résilients et de la réduction de la pauvreté en Afrique, accordera un don ne dépassant pas neuf cent cinquante mille dollars des États-Unis (950 000 USD) à l'Union mondiale pour la nature (IUCN) à l'appui d'un programme de quatre ans. Ce don sera régi par des modalités et

conditions conformes en substance à celles indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme pour l'adaptation au changement climatique dans les environnements marginaux d'Asie occidentale et d'Afrique du Nord moyennant la diversification durable de l'agriculture et de l'élevage, accordera un don ne dépassant pas un million quatre cent mille dollars des États-Unis (1 400 000 USD) au Centre international d'agriculture biosaline (ICBA) à l'appui d'un programme de quatre ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance à celles indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme pour l'intégration de moyens de subsistance utiles aux pauvres et de solutions aux problèmes de dégradation de l'environnement à partir du bambou en Afrique orientale et australe, accordera un don ne dépassant pas un million cinq cent mille dollars des États-Unis (1 500 000 USD) au Réseau international sur le bambou et le rotin (INBAR) à l'appui d'un programme de trois ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance à celles indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme de formation aux itinéraires d'apprentissage – phase II, accordera un don ne dépassant pas un million cinq cent mille dollars des États-Unis (1 500 000 USD) au Programme régional de formation au développement rural (PROCASUR) à l'appui d'un programme de trois ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance à celles indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme de développement des compétences en matière de partage des savoirs, accordera un don ne dépassant pas neuf cent cinquante mille dollars des États-Unis (950 000 USD) à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à l'appui d'un programme de 18 mois. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance à celles indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme en faveur de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance durables dans les États insulaires du Pacifique, accordera un don ne dépassant pas un million cinq cent mille dollars des États-Unis (1 500 000 USD) à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à l'appui d'un programme de deux ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance à celles indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme d'appui à la formulation de directives volontaires pour la gouvernance responsable des terres et des autres ressources naturelles, accordera un don ne dépassant pas un million trois cent soixante-quatre mille dollars des États-Unis (1 364 000 USD) à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à l'appui d'un programme de deux ans et demi. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance à celles indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Fédération des agriculteurs d'Afrique orientale (EAFF), Plateforme sous-régionale des organisations paysannes d'Afrique centrale (PROPAC), Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA) et Confédération des syndicats agricoles d'Afrique australe (SACAU): programme d'appui aux organisations paysannes africaines

I. Contexte

1. Le programme d'appui aux organisations paysannes africaines est un programme conjoint de la Commission européenne et du FIDA visant à renforcer les capacités institutionnelles des organisations paysannes en Afrique subsaharienne, et à développer leurs aptitudes à défendre les intérêts des petits agriculteurs et à influencer sur les processus politiques qui les concernent aux niveaux national, régional et continental. Le programme appuie quatre réseaux régionaux d'organisations paysannes ainsi que les organisations paysannes nationales qui en sont membres. Il contribuera aussi à la création et au démarrage de la plateforme panafricaine des agriculteurs. Les quatre réseaux régionaux sont les suivants: la Fédération des agriculteurs d'Afrique orientale (EAFF), la Plateforme sous-régionale des organisations paysannes d'Afrique centrale (PROPAC), le Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA) et la Confédération des syndicats agricoles d'Afrique australe (SACAU).
2. Le programme bénéficie déjà d'un financement de la Commission européenne d'un montant total de 5 millions d'EUR, soit 6,6 millions d'USD, étalé sur trois ans (2009-2011). Le FIDA participe au programme en qualité d'agence d'exécution intermédiaire et gère les fonds européens, conformément aux conditions définies dans l'Accord de contribution conclu entre le FIDA et la Commission européenne en janvier 2009. Les activités du programme ont débuté en avril 2009 par la phase de démarrage, qui a fait appel à un large processus de planification participative parmi les organisations paysannes participantes aux niveaux national et régional afin de définir les activités en détail. Avec l'aide de consultants régionaux, les quatre réseaux régionaux ont organisé, au total, 40 ateliers (34 ateliers nationaux, quatre ateliers régionaux et deux ateliers continentaux) afin de déterminer les activités qui seraient mises en œuvre pour répondre aux besoins et aux priorités stratégiques des organisations paysannes. Le document définitif du programme a été ensuite finalisé et validé dans le cadre d'une large consultation réunissant les parties prenantes, organisée à Johannesburg (Afrique du Sud) du 17 au 19 juin 2009, à laquelle ont assisté 22 représentants d'organisations paysannes, des représentants du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), du Réseau d'analyse des politiques dans les domaines de l'alimentation, de l'agriculture et des ressources naturelles (FANRPAN), du Forum de recherche agricole en Afrique (FARA), du Centre technique de coopération agricole et rurale ACP-Union européenne¹ (CTA), d'ONG internationales telles qu'OXFAM International, ainsi que de la Commission européenne, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et du FIDA.
3. Les quatre dons proposés permettront de cofinancer le programme au cours de la période 2010-2012. La contribution proposée par le FIDA, d'un montant de 1,5 million d'USD, représentera 19% de l'ensemble de l'enveloppe budgétaire qui s'élève à 8,1 millions d'USD. Bien qu'appuyée par un seul et unique document de

¹ Groupe des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique-Union européenne.

conception, la contribution du FIDA bénéficiera en réalité aux quatre organisations paysannes régionales et à la future plateforme panafricaine des agriculteurs, pour lesquels quatre accords de don distincts seront établis.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

4. Le développement agricole et l'amélioration des moyens d'existence des petits producteurs agricoles sont de plus en plus conditionnés par les décisions prises dans les instances auxquelles les organisations paysannes n'ont eu qu'un accès limité jusqu'à ce jour. Les organisations paysannes régionales et nationales en Afrique sont déterminées à s'exprimer au sein des instances où sont prises les décisions et à influencer sur les processus politiques et les programmes d'investissement qui y sont associés afin de défendre les intérêts de leurs membres, dont la vaste majorité sont de petits producteurs agricoles. Alors que les organisations paysannes ont accompli certains progrès ces dernières années, elles n'ont pas encore les moyens qui leur permettraient de relever les nombreux défis liés à cet objectif. Elles doivent donc bénéficier d'un soutien pour consolider leurs capacités à analyser les questions politiques, à élaborer des positions de principe communes, à préconiser leur adoption et à assurer le suivi de leur mise en œuvre. Elles ont toutefois également besoin d'une assistance pour améliorer la gouvernance et la démocratie interne, et pour renforcer la gestion, deux enjeux incontournables si les organisations paysannes veulent gagner en crédibilité, forger de nouveaux partenariats et mobiliser des fonds supplémentaires pour atteindre leurs objectifs.
5. Le programme bénéficiant de l'appui financier de la Commission européenne couvre une palette d'activités visant à renforcer les capacités institutionnelles des organisations paysannes et à leur donner les moyens de participer à la concertation sur les politiques; la contribution proposée par le FIDA, pour sa part, sera consacrée aux domaines appuyant plus particulièrement le renforcement de la responsabilisation des organisations paysannes régionales et nationales envers leurs membres, par le biais, par exemple, d'activités de formation sur la gouvernance et l'esprit d'initiative, de la nomination de points de contact nationaux pour intervenir au niveau régional, de l'élaboration d'outils et d'installations de communication, et du soutien apporté aux consultations entre les organisations paysannes au sein des régions et des pays.
6. En devenant un partenaire de cofinancement avec la Commission européenne, le FIDA ajoute de la valeur à son financement, ce qui contribuera à l'établissement d'un programme global d'assistance destiné à renforcer les capacités des organisations paysannes à influencer sur la prise des décisions. Les activités du programme qui ne sont pas financées par le FIDA contribueront en fin de compte à renforcer les liens entre les organisations paysannes au niveau national et entre régions, ce qui aidera également à développer la responsabilisation. En outre, les dons proposés cibleront plus particulièrement les organisations paysannes nationales, qui devraient bénéficier de 70% des ressources du FIDA. À l'heure actuelle, 50% seulement de la contribution de la Commission européenne est affectée au niveau national.
7. En renforçant les capacités des organisations paysannes à participer aux processus politiques et à devenir plus attentives aux préoccupations de leurs membres, que ce soit des hommes ou des femmes, le programme, et les dons proposés en particulier, permettra aux organisations paysannes nationales de participer davantage aux activités de conception, de mise en œuvre et de suivi des projets.
8. La proposition est conforme à l'objectif stratégique du FIDA, qui est de donner aux ruraux pauvres et à leurs organisations les moyens de participer aux processus d'élaboration des politiques et de programmation à l'échelle locale et nationale. Elle est cohérente avec la politique du FIDA en matière de dons, qui est de promouvoir le renforcement des institutions partenaires en faveur des pauvres, y compris les

organisations à assise communautaire et les ONG. Elle s'inscrit dans le droit fil de l'engagement du FIDA, qui est d'accorder une plus grande place au rôle des femmes dans les organisations paysannes. Les quatre dons répondront concrètement aux sollicitations exprimées par les petits agriculteurs lors des réunions mondiales du Forum paysan organisées en 2006 et en 2008 qui demandaient au FIDA de fournir un appui financier direct aux organisations paysannes, en particulier par le biais d'organisations faïtières aux niveaux national et régional².

III. Le programme proposé

9. L'objectif global du programme est d'améliorer les moyens d'existence des producteurs agricoles pauvres qui vivent en milieu rural en Afrique, femmes et hommes. Ses objectifs sont les suivants: a) donner des moyens d'action aux organisations paysannes en renforçant leurs capacités institutionnelles aux niveaux national, régional et continental; et b) consolider le rôle des organisations paysannes dans la définition et l'exécution des politiques et programmes liés à l'agriculture par l'intermédiaire d'un processus d'institutionnalisation de leur participation aux processus de prise des décisions.
10. Le groupe cible se compose des quatre organisations paysannes régionales africaines, à savoir EAFF, PROPAC, ROPPA et SACAU, de 36 organisations paysannes nationales participantes représentant quelque 60 millions de petits agriculteurs, dont environ 20 millions sont des femmes. La participation des femmes et les avantages qu'elles dégageront de toutes les activités du programme sont garantis par une stratégie d'intégration des questions de parité, y compris des quotas pour les femmes, ainsi que par un système de suivi et d'évaluation tenant compte des sexospécificités.
11. Le programme s'étalera sur quatre ans³ et sera articulé autour de trois principales composantes:
 - a) **Développement institutionnel des organisations paysannes**, avec les sous-composantes suivantes: i) appui au profilage des organisations paysannes, à la planification stratégique et à la communication; ii) appui aux principales fonctions des organisations paysannes; iii) formation et assistance technique; iv) communication entre membres et partenaires des organisations paysannes; et v) appui à la création et au démarrage de la plateforme panafricaine des agriculteurs.
 - b) **Soutien à la participation des organisations paysannes aux processus politiques**, avec les sous-composantes suivantes: i) études et analyses; ii) consultations entre les organisations paysannes prenant en compte les sexospécificités et les inégalités sociales; iii) activités de plaidoyer et de lobbying auprès des décideurs; et iv) suivi de la mise en œuvre des politiques et des programmes pertinents.
 - c) **Gestion du programme**.

IV. Résultats et avantages escomptés

12. Les résultats et avantages escomptés sont les suivants:
 - a) les organisations paysannes régionales et nationales participantes sont dotées des plans stratégiques nécessaires pour soutenir leur développement et les utilisent pour fournir des services d'appui efficaces à leurs membres, femmes et hommes;

² Voir la synthèse des délibérations de la deuxième réunion mondiale du Forum paysan: <http://www.ifad.org/farmer/2008/synthesis.htm>.

³ De 2009 à 2011 pour la contribution de la Commission européenne et de 2010 à 2012 pour celle du FIDA.

- b) les secrétariats des organisations paysannes régionales et nationales disposent d'un nombre adéquat de personnel dans les domaines prioritaires spécifiques, ainsi que du matériel et des ressources nécessaires pour mener à bien leur mandat et les plans stratégiques;
 - c) les capacités des représentants élus et du personnel des secrétariats des organisations paysannes régionales et nationales et de leurs membres sont renforcées dans les domaines prioritaires spécifiques, conformément à leurs plans stratégiques;
 - d) les organisations paysannes régionales et nationales et leurs membres, hommes et femmes, échangent des informations entre eux et avec leurs partenaires sur leurs plans, leurs activités et leur expérience;
 - e) la plateforme panafricaine des agriculteurs est établie et opérationnelle, et défend les positions de principe par le biais d'une concertation permanente avec ses membres;
 - f) les organisations paysannes panafricaines, régionales et nationales connaissent bien les questions liées à la politique agricole dans plusieurs domaines prioritaires concernant les producteurs, femmes et hommes, connaissance fondée sur des études et des analyses pertinentes;
 - g) les organisations paysannes panafricaines, régionales et nationales passent en revue les conclusions des études et des analyses relatives aux politiques générales et avancent des positions de principe tenant compte des disparités entre les sexes et des inégalités sociales sur les questions prioritaires intéressant le développement agricole;
 - h) les positions de principe des organisations paysannes panafricaines, régionales et nationales sont connues et prises en compte par les instances nationales et internationales concernées; et
 - i) les organisations paysannes panafricaines, régionales et nationales assurent le suivi de la mise en œuvre des politiques et des programmes qui les concernent aux niveaux panafricain, régional et national.
13. **Durabilité:** les activités du programme renforceront les capacités des organisations paysannes bénéficiaires, ce qui améliorera leur efficacité et leur crédibilité, ainsi que leur pertinence pour les petits producteurs, permettant ainsi d'accroître le nombre de leurs membres et donc d'élargir leur base de mobilisation de ressources internes. Les organisations paysannes, en devenant plus efficaces, amélioreront leurs capacités à fournir des services économiques à leurs membres, ce qui générera de nouvelles sources de revenus et renforcera leur durabilité à long terme.

V. Modalités d'exécution

14. La mise en œuvre des activités régionales sera placée sous la responsabilité générale des quatre organisations paysannes régionales, conformément aux programmes de travail et budgets annuels (PTBA) approuvés par le comité de pilotage du programme et aux dispositions des accords de don conclus entre chaque organisation paysanne régionale et le FIDA. L'exécution des activités nationales sera confiée aux organisations paysannes nationales bénéficiaires dans le cadre d'un contrat de sous-traitance qui sera établi entre l'organisation paysanne régionale et chacune des organisations nationales participantes. Le ROPPA assure la gestion des fonds consacrés au soutien de la plateforme panafricaine des agriculteurs.

15. Le FIDA est chargé de la supervision globale du programme. Il conduira régulièrement des missions de supervision pour contrôler l'exécution du programme à l'échelle régionale et nationale, et suivra les progrès réalisés à partir des rapports techniques et financiers soumis par les quatre organisations paysannes régionales.
16. L'exécution globale du programme est placée sous l'égide d'un comité de pilotage, présidé par les organisations paysannes régionales par roulement. Le comité de pilotage: i) définira les orientations stratégiques en matière d'appui à la mise en œuvre du programme; et ii) conviendra des mesures destinées à améliorer l'exécution du programme.

VI. Coûts et financement indicatifs du programme

17. Le coût total du programme est de l'ordre de 8,1 millions d'USD. La contribution proposée du FIDA est de 1,5 million d'USD. Le cofinancement par la Commission européenne se chiffre à 6,6 millions d'USD.
18. Le don octroyé par le FIDA sera utilisé pour financer les activités de la première composante – développement institutionnel des organisations paysannes (à hauteur de 90% du soutien accordé) et pour assurer la gestion du programme par les quatre organisations paysannes régionales (10%).
19. Sur l'allocation budgétaire totale, une partie du cofinancement de la Commission européenne a déjà été utilisé pour financer la phase de démarrage; la Commission fournira 3,3 millions d'USD (soit 41% de l'ensemble des ressources budgétaires) qui contribueront au développement institutionnel des organisations paysannes, tandis que 1,8 million d'USD (soit 22% de l'ensemble des ressources budgétaires) sera consacré aux activités portant sur la participation des organisations paysannes aux processus d'élaboration des politiques.

Récapitulatif du budget et du plan de financement

(en milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement de la Commission européenne</i>
Phase de démarrage	-	939
Services de consultants	86	1 621
Salaires et frais de personnel	307	1 005
Frais de déplacement	587	1 448
Équipement	139	142
Coûts opérationnels	157	741
Publications	74	170
Gestion du programme	150	513*
Total	1 500	6 579

*Les frais de gestion des programmes liés au cofinancement de la Commission européenne sont pris en charge par le FIDA et sont associés aux honoraires de gestion déduits par le FIDA de la contribution de la Commission européenne au programme. Le chiffre comprend également les coûts indirects assumés par le FIDA.

20. Le tableau ci-dessous concerne le plan de travail indicatif établi pour le programme.

Plan de travail indicatif

Composantes et activités	2009		2010				2011				2012	
	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2
Composante a) Profilage des OP, planification stratégique et communication	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■		
Principales fonctions des OP	■	■							■	■	■	■
Formation et assistance technique	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■		
Communication entre membres et partenaires des OP	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■
plateforme panafricaine des agriculteurs												
- Établissement	■	■										
- Fonctionnement				■	■	■	■	■	■	■		
Composante b) Études et analyse des politiques	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■		
Consultations des OP en matière de politiques		■	■	■	■	■	■	■	■	■		
Plaidoyer et lobbying	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■		
Suivi et évaluation			■	■	■	■	■	■	■	■	■	■



Complètement
mis en œuvre



Moyennement
mis en œuvre



Faiblement mis
en œuvre

OP = organisations paysannes

T = trimestre

Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	Improvement of the livelihoods of African rural poor producers through policies and institutions favouring small-scale farming	- % of small scale rural producers (M/F) with improved livelihoods and reduced poverty levels	- National poverty statistics (M/F) - Statistics on development programs by governments and donors	
Objectives	(i) To strengthen FOs institutional capacities at the national, regional and continental levels and (ii) Strengthen the role played by FOs in articulation and implementation of policies and programmes related to agriculture development	- FOs increased membership (M/F); target 50% women - Membership satisfaction (M/F) - Increased resources mobilised by FOs - # of FOs' policy positions taken into consideration in national, regional and international policy making forums - Pan-African Platform is successfully implementing its strategic plan	- Membership records - FO Client surveys - Audit reports - Programme reports - Policy papers - Official declarations and press reports	Favourable political and economic conditions in countries covered
Outputs	RFOs and participating NFOs have (1.1) adequate strategic and management tools (1.2) adequate staff and equipment, (1.3) adequate staff and leadership capacities, and (1.4) adequate communication among members and partners to implement their mandate and strategic plans more efficiently. (1.5) The Pan-African Platform is created and operational. FOs at the Pan-African, regional and national levels (2.1) understand priority agricultural policy issues, (2.2) adopt policy positions supporting smallholder farmers and (2.3) communicate their policy positions effectively in relevant national and international forums. (2.4) FOs monitor the performance of relevant Pan-African, regional and national policies and programmes.	- FOs multi-year strategic plans are implemented - # of strategic plans addressing gender equity (target 100%) - Employed staff is skilled on priority areas - Timeliness in providing accurate technical and financial reports of PSOPA - Timeliness of FOs' statutory meetings - % of women delegates in FOs statutory meetings (target 50%) - Pan-African Platform is legally established and has an approved strategic plan - # of policy issues in specific priority areas are analysed - # of policy analyses addressing gender (target 100%) - # of policy positions adopted by FOs through socially and gender inclusive processes - # of FO policy positions addressing gender equity (target 100%) - # of FO policy positions presented in national and international policy making forums - # of programmes and policies monitored by FOs	- FOs annual reports - Staff CVs - Annual Statements of Expenditure - Programme reports - Minutes and participant lists of General Assemblies and statutory meetings - Action and strategic plans - Supervision missions - Policy study documents - FOs policy papers - Proceedings from national and international policy events - Monitoring reports	- Donors accept to provide resources over medium to long term - Donors accept to align procedures and requirements on FO procedures/capacities, thereby alleviating their administrative burden and allowing them to have more time available for substantial activities - FOs determined to incorporate service orientation and accountability in organisational culture - Decision-makers are open to dialogue with FOs - FOs have a unified voice
Key Activities	1.1 Support to FOs profiling, strategic planning and communication 1.2 Support to FOs core functions 1.3 Training and technical backstopping 1.4 Communication among FOs and partners 1.5 Support to creation of Pan-African Farmers Platform 2.1 Studies and analyses 2.2 Formulation of policy statements and position documents by FOs 2.3 Lobbying and advocacy with decision-makers 2.4 Monitoring the implementation of relevant national, regional and international policies and programmes	- # of FOs management and strategic tools developed / revised - # of staff hired and equipment purchased - # of staff and elected representatives trained (M/F); target 50% women - # of communication events and publications - # of constitutional and strategic tools of Pan-African Platform developed - General Assembly of the Pan-African Platform occurred - # of studies and analyses finalized - # of communiqués & FOs' policy positions - # of publications and communication campaigns targeting decision-makers - # of monitoring reports produced, discussed and circulated	- Programme progress reports - Member data base reports - NFOs, RFOs and Pan-African Platform's constitutional texts - Publication of vacancy announcements - Staff and consultant contracts - Equipment invoices - Training attendance lists - Training manuals, guidelines and other training material - FOs' communication materials, newsletters, web pages - Policy study documents - FOs policy papers - FO communiqués, publications and media reviews - Monitoring reports	FOs at all levels are functioning as membership-based and representative organisations and their members are aware of the programme

Centre international de développement des engrais (IFDC): Intégration de l'accès aux engrais et de pratiques novatrices utiles aux pauvres en Afrique de l'Ouest

I. Contexte

1. En Afrique subsaharienne, les petits exploitants agricoles sont confrontés à une baisse des rendements, à une augmentation des coûts de production et à l'insécurité alimentaire. La dégradation des sols, la sécheresse, la disponibilité irrégulière des intrants, l'utilisation inefficace des ressources en eau et des terres, ainsi que le coût élevé de l'amélioration de la fertilité des sols sont les principaux facteurs contribuant à cette incertitude et au recul de la productivité. La perte de fertilité des sols est effectivement un phénomène répandu dans l'ensemble de l'Afrique subsaharienne et de nombreux rapports d'évaluation du FIDA indiquent qu'il s'agit de la principale difficulté à laquelle se heurte l'agriculture dans la région. Au cours des dix dernières années, la réduction de l'utilisation des engrais a été encore plus prononcée, en raison du prix élevé des engrais sur les marchés internationaux, de l'accès limité au crédit et de l'instabilité des prix des produits agricoles. En conséquence, l'extrême pauvreté des agriculteurs s'est encore accentuée tandis que les compétences, les ressources et les outils qui permettraient d'adopter efficacement une agriculture de conservation font largement défaut. Il est admis que les petits producteurs ne pourront pas sortir du cycle de la pauvreté si tous les efforts ne sont pas déployés pour freiner l'épuisement des éléments nutritifs, atténuer l'effet des épisodes de sécheresse et l'érosion, renforcer l'utilisation efficace de l'eau et des matières nutritives, et adapter des variétés végétales améliorées.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

2. En raison de l'absence de rajeunissement du relief par le volcanisme dans la quasi-totalité du continent, l'Afrique est la masse continentale la plus ancienne du monde. Environ 90% des terres ont perdu la majeure partie de leurs éléments nutritifs au cours de millions d'années d'érosion et de lessivage; 10% seulement des sols sont assez jeunes et possèdent encore des sédiments riches en nutriments. Les sols pauvres en nutriments ne produisent qu'une biomasse végétale limitée; en conséquence, la teneur du sol en matière organique est faible. De plus, d'autres facteurs, tels que l'accès limité au financement, à l'innovation et aux marchés, se conjuguent pour aboutir à un épuisement des sols. L'obstacle biophysique le plus important à l'augmentation de la production, tant végétale qu'animale, en Afrique subsaharienne est la faible teneur des sols en sels minéraux et en matière organique. Il en résulte une insuffisance de la disponibilité d'énergie métabolisable, de protéines et de phosphore pour la production animale, et à une insuffisance d'azote, de phosphore et de matière organique pour la production végétale. Selon les prévisions, ces problèmes demeureront des préoccupations majeures au cours des prochaines décennies et les répercussions risquent d'être de plus en plus graves, à moins que des mesures technologiques, économiques et sociopolitiques ne soient prises pour mettre fin à la poursuite de la dégradation des sols et pour accélérer la croissance agricole.
3. Le présent programme fait suite à un don antérieur accordé au Centre international de développement des engrais (IFDC) exécuté de 2005 à 2008 qui a montré que:
 - i) l'utilisation d'une petite quantité d'éléments nutritifs clés fournis par des engrais inorganiques en association avec des quantités limitées d'engrais organiques se traduit par une hausse des rendements des principales cultures des petits producteurs;
 - ii) la réponse aux engrais varie considérablement d'une zone à l'autre,

et il est donc nécessaire de formuler des recommandations adaptées à chaque situation particulière si l'on veut parvenir à une efficacité des produits employés; et iii) montrer aux producteurs agricoles par des essais aux champs que les nouvelles technologies peuvent les aider à améliorer leur production et leurs revenus grâce à des méthodes qu'ils peuvent comprendre et reproduire; ces essais peuvent être efficaces pour appliquer de nouvelles technologies à grande échelle.

III. Le programme proposé

4. Le but du programme est d'améliorer les moyens d'existence des petits producteurs agricoles pauvres en Afrique de l'Ouest en instaurant un environnement favorable à une utilisation adéquate et durable des engrais et des ressources organiques. Les objectifs du programme sont de valider, d'affiner et d'élargir des solutions novatrices en vue d'élaborer des options de gestion intégrée de la fertilité des sols spécifiques adaptées à chaque situation et des recommandations appropriées concernant l'utilisation des engrais, d'élaborer et d'établir des arrangements institutionnels en faveur des pauvres, ainsi que de renforcer les capacités des acteurs et des initiatives publiques et privées visant à améliorer l'accès aux engrais. Le programme contribuera à la réalisation de l'objectif du FIDA, qui est de s'assurer que les ruraux pauvres ont un meilleur accès aux compétences et à l'organisation dont ils ont besoin pour tirer parti: i) des ressources naturelles; ii) de technologies agricoles plus performantes et de services de production efficaces; iii) d'un large éventail de services financiers; iv) de marchés des intrants et des produits transparents et compétitifs; v) d'opportunités d'emploi non agricole et de création d'entreprises en milieu rural ; et vi) de processus locaux et nationaux d'élaboration des politiques et de programmation. Il contribuera également à améliorer la productivité des petits producteurs, à accroître leurs revenus, à renforcer les organisations paysannes et conformément à la stratégie du FIDA en matière de gestion des savoirs, à diffuser des connaissances sur l'emploi efficace des engrais et la gestion des sols dans la région.
5. Le groupe cible se compose des communautés agricoles, avec un accent particulier sur les petits exploitants agricoles dépourvus de ressources, que ce soit des hommes ou des femmes, des organisations paysannes et des associations communautaires. Les prestataires de services agricoles, tels que les fournisseurs de services de recherche et de vulgarisation (Systèmes nationaux de recherche et de vulgarisation agricoles [NARES]), les fournisseurs d'intrants agricoles et leurs associations, les institutions de crédit rural et les ONG, en bénéficieront aussi. Les parties prenantes du programme bénéficieront des systèmes d'aide à la décision pour identifier les types d'engrais adaptés à chaque situation et d'un bon rapport coût-efficacité ainsi que pour choisir une gestion des engrais propre à chaque milieu et des technologies de gestion des terres adaptées.
6. Le programme s'étalera sur trois ans et s'articulera autour de trois axes:
 - a) l'amélioration de l'accès aux engrais et aux ressources organiques pour une bonne gestion des sols;
 - b) la validation et l'élargissement des approches visant à formuler des recommandations propres à chaque situation concernant l'emploi des engrais et les options de gestion intégrée de la fertilité des sols (GIFS); et
 - c) le renforcement des organisations de producteurs et des capacités des prestataires de services agricoles.
7. Le programme devrait permettre d'obtenir des résultats, y compris des options spécifiques à des sites particuliers de gestion des engrais, des mécanismes d'accès aux engrais pour les producteurs démunis, la création et le renforcement de réseaux d'acteurs, l'élargissement de l'accès aux engrais, une plus large adoption des options de gestion des sols, l'augmentation de la productivité de la main d'œuvre et des terres, l'amélioration de la fourniture des services rendus par les

écosystèmes, des changements institutionnels et une modification des comportements, ainsi que des propositions de réorientation des politiques.

IV. Résultats et avantages escomptés

8. Les résultats et avantages escomptés sont les suivants:
 - a) des pratiques et des mécanismes novateurs destinés à améliorer l'accès des petits producteurs aux engrais et aux ressources organiques d'un bon rapport coût-efficacité et des options GIFS propres à des sites particuliers sont mis au point, adaptés, diffusés et appliqués à plus grande échelle dans le cadre des projets d'investissement dans les zones ciblées et au-delà;
 - b) les capacités d'innovation des petits producteurs et des organisations de producteurs, des fournisseurs d'intrants agricoles et des prestataires de services à l'agriculture sont renforcées afin de mieux utiliser les engrais et de mieux gérer les sols moyennant l'adoption d'approches participatives et systémiques, la création de liens et de réseaux, la diffusion de bonnes pratiques et l'amélioration de la gestion des savoirs; et
 - c) l'amélioration de la concertation sur les politiques par l'intermédiaire de l'IFDC, de projets d'investissement, des NARES et des partenaires entraîne les améliorations proposées de l'environnement général afin de promouvoir l'emploi approprié et durable d'engrais et de ressources organiques utiles aux populations pauvres.

V. Modalités d'exécution

9. L'IFDC, dont le siège est aux États-Unis, est un centre public international à but non lucratif qui a été créé en 1974 en vue de contribuer à la sécurité alimentaire dans le monde, en augmentant la productivité agricole par le développement et le transfert d'une technologie efficace de nutrition des végétaux respectueuse de l'environnement et par son expertise en matière de commercialisation des produits agricoles. L'IFDC est présent dans 17 pays sur le continent africain et emploie des équipes multidisciplinaires pour travailler avec les communautés afin de leur donner les moyens de se procurer des engrais. L'IFDC, qui est membre d'un groupe international de facilitateurs au sein de l'Initiative en faveur de la fertilité des sols, a contribué à la mise en œuvre de plusieurs plans d'action pour la fertilité des sols en Afrique de l'Ouest. L'IFDC dirige le réseau pour l'intensification agricole en Afrique subsaharienne (www.aissa.org); il héberge également le réseau AfricaFertilizer.org (site en construction) et le réseau d'information sur les marchés agricoles (www.afamin.org). Le projet MIR Plus (commercialisation des intrants au niveau de la région) de l'IFDC (2009-2014) a pour objet d'améliorer les marchés régionaux d'intrants par l'innovation technique, l'harmonisation des politiques, l'amélioration de la législation et l'information sur les marchés. L'IFDC exécute également deux projets financés par l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) dont l'objectif est de développer un réseau de négociants en produits agricoles en Afrique de l'Ouest. Les pays ciblés ne sont pas les mêmes, mais ces deux projets sont pertinents pour le programme exposé dans le présent document en raison du partage des données sur l'innovation, y compris sur le renforcement des capacités, le transfert des technologies et le développement organisationnel.
10. Le personnel des projets financés par le FIDA jouera un rôle essentiel dans la création de plates-formes de parties prenantes afin de garantir la réussite de la diffusion et de l'application des résultats du programme à plus grande échelle. Le programme se mettra activement en relation avec d'autres projets financés sous forme de dons, tels que le projet d'agriculture de conservation auprès des petits producteurs qui est géré par le réseau ATC (Réseau africain des pratiques agricoles de conservation), le projet relatif au développement participatif, à la diffusion et à l'adoption de technologies relatives au niébé géré par l'Institut international

d'agriculture tropicale, et le projet de recherche sur le matériel végétal conduit par l'Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides en vue d'améliorer la gestion des connaissances. Le programme utilisera également des réseaux existants de mise en commun de l'information et de concertation sur les politiques.

11. Le FIDA supervisera le programme. Des orientations seront formulées par le comité de pilotage du programme, qui sera composé d'un représentant du FIDA, du directeur de la Division de l'Afrique du Nord et de l'Afrique de l'Ouest de l'IFDC, du directeur de l'AGRA pour l'Afrique de l'Ouest (afin d'assurer la synergie et les complémentarités avec les projets financés par l'AGRA), les coordinateurs de certains projets financés par le FIDA (en cas de travail sur le terrain) et le coordinateur du programme (en qualité d'observateur). Le comité de pilotage se réunira une fois par an. Trois employés à plein temps seront chargés de la mise en œuvre du programme.
12. Toutes les activités se dérouleront sur des sites pilotes dans le cadre des projets financés par le FIDA en Afrique de l'Ouest afin de créer des synergies avec le présent don. Les principaux partenaires seront les suivants: les projets financés par le FIDA et leurs prestataires de service de recherche et de vulgarisation (instituts de recherche, ONG, bureaux nationaux de vulgarisation). La liste ci-après indique les projets déjà engagés; d'autres projets financés par le FIDA pourraient bénéficier des activités de formation ou s'y joindre:
 - Bénin: programme d'appui au développement rural;
 - Burkina Faso: projet de développement rural durable et Programme d'investissement communautaire en fertilité agricole;
 - Niger: projet de promotion de l'initiative locale pour le développement à Aguié;
 - Sénégal: projet de services agricoles et organisations de producteurs, phase II;
 - Togo: délibérations en vue de garantir l'établissement de liens avec le nouveau projet du FIDA, en cours d'élaboration.

VI. Coût et financement indicatifs du programme

13. Le coût total du programme est estimé à 2,9 millions d'USD. La contribution proposée par le FIDA est de 1,5 million d'USD. L'IFDC et les projets financés par le FIDA cofinanceront les activités. Le projet MIR Plus de l'IFDC cofinancera certaines des activités de développement relatives à la concertation et aux recommandations sur les engrais en particulier.

Récapitulatif du budget et du plan de financement

(en milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>
Personnel	429	
Frais de déplacement	171	
Matériel de recherche	250	
Coûts de recherche	195	
Formation et ateliers	260	
Frais administratifs (15%)	195	
		1 421
Total	1 500	2 921

Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	An enhanced enabling environment for appropriate and sustainable use of fertilizer and organic resources leads to improved livelihoods for poor farmers in West Africa	The proportion of households meeting daily food requirements is increased by 15% in the pilot zones Rural poverty indices are reduced by 15% in the pilot zones At least 25% of the farmers in the pilot zones understand the usefulness of best combinations of nutrients from mineral and organic sources and apply them	Reports and publications from various institutes and national statistics	Political will to promote an enhanced enabling environment for appropriate and sustainable use of fertilizer and organic resources
Objectives	-To validate, fine-tune and scale-up innovative approaches for developing site-specific integrated soil fertility management options and appropriate fertilizer recommendations -To develop and implement pro-poor institutional arrangements, capacity development of actors and public- and private-led initiatives for improved access to fertilizer	Fertilizer and organic resource use for agricultural production increased by 20% Farmers' income increased by 15% Increased market access and increased economic and environmental sustainability of production systems	<ul style="list-style-type: none"> • Government and IFAD reports/ statistics • Grants reports • Grant evaluation reports 	NARES consider work on soil fertility important and a priority, including at policy-level, and for regular and continued funding
Outputs	-Innovative practices and mechanisms to improve smallholder farmer access to fertilizers and cost-effective organic resources and site-specific ISFM options are developed, adapted and scaled out -The innovative capacities of farmers and producer organizations, input dealer networks and service providers are strengthened with respect to more efficient use of fertilizer and land husbandry through the adoption of participative, systems approaches -Increased policy dialogue through IFDC, investment projects, NARES and partners leads to improvements in the enabling environment for appropriate and sustainable pro-poor use of fertilizer and organic resources	Number of farmers that have improved access to inputs and output markets in pilot sites Number of soil management options evaluated and adapted to specific farming systems Number of decision support tools developed/ improved	<ul style="list-style-type: none"> • External monitoring and evaluation reports • IFAD and IFDC reports • Impact assessment report 	<ul style="list-style-type: none"> • IFAD investments project staff and their service providers are motivated and operate effectively at appropriate levels • Private sector is not constrained by national policy

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Key Activities	<ol style="list-style-type: none"> 1. Conduct experiential learning 2. Fine-tune the framework of Grant 820 3. Test strategies for scaling out innovations 4. Develop networks for policy dialogue, KM 5. Train farmers, service providers 6. Facilitate action research, social learning 7. Identify, promote good traditional practices 8. Organize farmer field days, exchange visits 9. Track and learn from institutional change 		<ul style="list-style-type: none"> • Annual grant reports • Minutes of Steering committee meetings • IFAD project progress reports 	<ul style="list-style-type: none"> • Farmers are organized • IFAD projects have soil fertility improvement in their plans • Funds are available

Union mondiale pour la nature (IUCN): Promotion d'une gestion durable des terres, de systèmes pastoraux de subsistance résilients et de la réduction de la pauvreté en Afrique

I. Contexte

1. Dans les terres arides de l'Afrique, le pastoralisme est le principal moyen de subsistance. Les régions pastorales de l'Afrique (qui abritent quelque 100 millions de personnes) connaissent un développement plus lent que le reste du continent et contiennent des foyers de pauvreté dans certaines zones. Par manque de compréhension du pastoralisme, de son organisation et de ses systèmes de production, les gouvernements et la communauté internationale ont souvent adopté des politiques inadéquates et des approches d'investissement descendantes qui ont encore accentué la marginalisation des populations pastorales, enraciné leur pauvreté et freiné le développement.
2. Les terres arides d'Afrique font l'objet de recherches insuffisantes et l'information disponible est disparate et mal gérée. Il faut donc plus de temps pour que les connaissances des bonnes pratiques dans le secteur du pastoralisme soient partagées par les praticiens du développement et qu'elles parviennent aux décideurs politiques. La gestion des terres arides nécessite une grande souplesse, une coopération des acteurs concernés et une gestion adaptative. Toutefois, en raison d'un développement mal éclairé, ces conditions ne sont pas remplies dans le cas du pastoralisme.
3. Les exemples de développement pastoral réussis sont peu nombreux, mais il existe cependant un nombre croissant d'expériences positives qui permettent d'informer les planificateurs et les décideurs de ce qui fonctionne concrètement bien.

L'Initiative mondiale pour un pastoralisme durable

4. L'Initiative mondiale pour un pastoralisme durable (IMPD) est un réseau mondial de connaissances et de plaidoyer qui vise à faire connaître l'importance du développement pastoral durable en vue de réduire la pauvreté et de gérer l'environnement de manière durable. Exécutée par l'Union internationale pour la conservation de la nature (IUCN), l'IMPD renforce les capacités des institutions pastorales afin qu'elles puissent défendre les intérêts des pasteurs en s'appuyant sur les connaissances acquises dans le monde entier en matière de pastoralisme durable, facilite l'établissement de réseaux et l'échange d'expériences et d'opportunités, et veille à ce que la voix des pasteurs continue d'être au cœur des discours et de l'apprentissage politiques.
5. La mise en œuvre de l'IMPD, depuis 2005, a été rendue possible grâce au financement du Programme des Nations Unies pour le développement et du Fonds pour l'environnement mondial (PNUD-FEM) (950 000 USD); elle a été renforcée en 2006 par un don du FIDA d'un montant de 200 000 USD et par la décision du FEM de prendre en charge les coûts d'extension du programme pour la période 2008-2010 (300 000 USD). Dès le départ, l'IMPD, qui est exécutée par l'IUCN, a publié plusieurs rapports sur les aspects économiques du pastoralisme, sur la protection du régime foncier pastoral, sur la gouvernance et l'organisation. Ces études reposent sur des monographies portant sur divers pays et enrichies par les analyses d'experts. Parallèlement aux examens d'experts et aux études relatives aux bonnes pratiques, ces publications contribuent de manière significative à la compréhension et à la promotion du développement durable du pastoralisme, et sont largement reconnues par la communauté internationale des bailleurs de fonds.

6. L'IMPD intervient en outre constamment dans les activités de formation ayant trait à la concertation sur les politiques et à la défense des droits (plus de 20 partenaires); elle favorise également le dialogue sur les politiques générales (avec la participation de 30 partenaires aux niveaux international, régional et national). À l'heure actuelle, l'IMPD soutient plusieurs réseaux internationaux et régionaux représentant les pasteurs.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

7. Le présent programme est destiné aux communautés pastorales de neuf pays où le FIDA vient en appui à des programmes de développement pastoral dans l'objectif de réduire la vulnérabilité des populations pastorales. Tant que les investissements seront insuffisants, les pasteurs continueront d'être vulnérables aux chocs climatiques qui caractérisent leur environnement et grèveront périodiquement l'économie nationale.
8. Dans de nombreux pays africains, le pastoralisme joue un rôle important dans la protection des fonctions des écosystèmes. Lorsque le pastoralisme disparaît, des services importants, tels que l'approvisionnement en eau, sont compromis, ce qui se répercute sur les usagers en aval, dont les populations urbaines et l'industrie. Le développement économique sur les terres de parcours a souvent été préjudiciable à l'atténuation de la pauvreté, à la préservation de l'environnement et à la croissance économique nationale.
9. Les connaissances récemment acquises sur les milieux arides n'ont pas encore été répercutées aux décideurs politiques dans les pays en développement, ce qui explique pourquoi des politiques et des plans inadéquats continuent d'être adoptés. Le pastoralisme est également un secteur négligé par rapport à d'autres dont l'importance est mieux comprise. Les changements d'affectation des terres, les conflits liés aux ressources naturelles, la restriction de la mobilité au sein des frontières nationales et la concurrence avec de nouvelles formes d'investissement (en faveur, par exemple, de la conservation de la faune et de l'élevage commercial) sont de graves problèmes auxquels sont confrontées les populations pastorales.
10. L'IMPD aidera à améliorer la conception du programme appuyé par le FIDA en identifiant les politiques appropriées et les investissements en mesure de contribuer au développement durable des terres de parcours tout en évitant les stratégies nationales susceptibles d'avoir des conséquences négatives dans les régions pastorales. Les ressources et les réseaux de l'IMPD peuvent apporter une aide considérable à la mise en œuvre des programmes de développement pastoral dans les pays proposés où des programmes bénéficiant de l'appui financier du FIDA sont déjà opérationnels; ils peuvent aussi atténuer les effets négatifs dans d'autres pays qui ne sont pas actuellement dotés de programmes spécifiques pour mettre en valeur le pastoralisme.
11. L'IMPD met à profit les succès obtenus au niveau international pour dégager des enseignements, orienter les politiques et la planification, et encourager une plus large adoption des bonnes pratiques. L'IMPD travaille en étroite collaboration avec les représentants des pasteurs et les organismes qui les soutiennent, et les aide à renforcer leurs compétences afin de défendre leur cause, à se mettre en réseau avec d'autres institutions, à mieux faire comprendre les aspects du pastoralisme au niveau mondial et à prendre part à la concertation sur les politiques.
12. Le programme contribuera à la mise en œuvre des projets actuels de l'IMPD dans le monde entier (tout particulièrement en Afrique) et aux projets financés par le FIDA dans neuf pays sélectionnés (voir paragraphe 15, ci-dessous).

III. Le programme proposé

13. L'objectif global du programme est de développer la gestion durable des terres et la résilience des systèmes de subsistance dans les environnements de pâturage. Les objectifs du programme sont d'améliorer les connaissances sur ces environnements et les systèmes de subsistance des populations pastorales, de les diffuser et de mieux les utiliser pour que les politiques et les pratiques soient élaborées en toute connaissance de cause.
14. Les principaux axes du programme sont les suivants: le soutien aux "voix pastorales", l'amélioration d'un environnement propice à la concertation sur les politiques, l'habilitation des communautés pastorales afin qu'elles soient en mesure de défendre leurs intérêts et d'exercer des pressions, l'encouragement à la création de réseaux entre les communautés pastorales, le renforcement des capacités d'adaptation des milieux pastoraux au changement climatique, la promotion d'une meilleure gestion et utilisation des terres, et la consolidation de l'engagement des pasteurs sur le marché.
15. Le groupe cible se compose de pasteurs bénéficiant des programmes de développement conçus par le FIDA dans neuf pays: l'Algérie, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Kenya, le Mali, la Somalie, le Soudan, la République-Unie de Tanzanie et le Tchad. Dans ces pays, les conflits, la pauvreté et la vulnérabilité menacent gravement les pasteurs, qui sont souvent des peuples autochtones confrontés à des problèmes spécifiques de développement et de gouvernance. L'IMPD attache une importance particulière aux droits des femmes dans les sociétés pastorales, qui souffrent souvent d'un niveau de soutien extrêmement faible.
16. Le programme visera à introduire des modifications dans les politiques et les pratiques nationales, ce qui bénéficiera aux populations pastorales au-delà de la sphère d'influence directe du FIDA.
17. Le programme s'étalera sur quatre ans et s'articulera autour de trois principales composantes:
 - a) **Gestion des connaissances:** cette composante portera sur une consultation destinée à confirmer les thèmes prioritaires sélectionnés par les acteurs concernés et les partenaires d'exécution du programme, une évaluation des réalités auxquelles sont confrontés les groupes cibles pastoraux et une exploration des nouvelles opportunités. Elle comprendra quatre études régionales fondées sur les enseignements tirés dans quatre pays partenaires ou plus, et une synthèse des enseignements disponibles dans le monde entier qui sera présentée dans le cadre d'un séminaire d'analyse. Des études relatives aux bonnes pratiques (normes minimales de développement durable du pastoralisme) viendront enrichir la série de bonnes pratiques de l'IMPD. Deux examens d'experts portant sur des questions émergentes clés seront également réalisés pour renforcer la contribution de l'exercice de génération de connaissances à une planification pertinente et réaliste, ainsi que pour intégrer les nouvelles conceptions dans la planification du développement. Une collaboration sera établie avec la Coalition internationale pour l'accès à la terre afin de mener à bien les études relatives à l'utilisation et à la gestion des terres. La traduction des ressources de l'IMPD en arabe viendra renforcer le processus de concertation sur les politiques au niveau international et permettra d'intensifier l'échange des connaissances;
 - b) **Renforcement des capacités:** le renforcement des capacités et un appui consultatif seront fournis aux neuf pays sélectionnés à travers des ateliers, des activités de formation, des manifestations organisées au niveau national, des études conjointes et des publications. Des dons octroyés aux partenaires amélioreront également leurs capacités à répondre aux questions préoccupant les populations pastorales au niveau local grâce au renforcement de leur

capacité organisationnelle, à l'établissement de stratégies de plaidoyer et de représentation des intérêts des populations pastorales, et à la préparation du matériel promotionnel qui sera utilisé pour la concertation sur les politiques nationale et régionale. La base de données mondiale sur le pastoralisme, que l'IMPD enrichit de manière continue en vue de couvrir 30 pays (soit 10 pays de plus qu'en 2009), fournira des informations pour assurer une planification réaliste, une concertation sur les politiques et un plaidoyer en faveur du développement pastoral.

- c) **Activités de plaidoyer:** cette composante inclut l'organisation d'événements ou d'expositions parallèles aux manifestations de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CCD) (Conférence des Parties ou Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la convention); la participation de représentants des pasteurs à la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (CDB); le soutien (pour rédiger des propositions, créer des réseaux) aux rencontres de pasteurs organisées aux niveaux national et régional afin de faire entendre la voix des populations pastorales et d'établir des réseaux pastoraux; la fourniture d'avis techniques sur le développement de programmes pastoraux axés sur le terrain; enfin, l'élargissement continu du réseau et du site web de l'IMPD dans l'objectif de promouvoir les intérêts des populations pastorales sur la base des connaissances acquises.

IV. Résultats et avantages escomptés

18. Les résultats et avantages escomptés sont les suivants:

- a) **Résultat 1:** quatre études interrégionales portant sur des thèmes clés seront déterminées en concertation avec les pasteurs et les programmes de pays du FIDA afin de rendre compte des connaissances les plus récentes. Ces connaissances seront présentées de sorte que les différentes parties prenantes (publiques et privées) puissent les utiliser et seront largement diffusées par l'intermédiaire de réseaux locaux, régionaux et internationaux, et d'autres médias;
- b) **Résultat 2:** les capacités des partenaires régionaux et nationaux seront renforcées afin d'améliorer la concertation sur les politiques; les populations pastorales organiseront et prendront en charge des activités de plaidoyer et de défense de leurs droits; des plans concernant la gestion durable des terres arides seront également établis dans le cadre de sessions de formation, de la participation aux études interrégionales (Résultat 1) et d'activités annexes de renforcement des capacités, ce qui conduira à renforcer la mise en réseau entre les différents groupes d'intérêt de pasteurs; et
- c) **Résultat 3:** la concertation sur les politiques aux niveaux national et international sera menée par l'IUCN par le biais de l'IMPD, le FIDA et ses partenaires pastoraux à travers des plateformes politiques nationales et régionales, et des conférences internationales (CCD, CDB, Commission des Nations Unies du développement durable).

V. Modalités d'exécution

19. Le programme sera exécuté par l'IUCN depuis le Bureau régional pour l'Afrique australe et orientale, qui est basé à Nairobi.
20. L'unité d'exécution se composera d'un coordinateur et d'un chargé de programme, et bénéficiera d'un soutien financier et d'une assistance en matière de communication, d'administration et de secrétariat. La dotation en personnel du programme sera renforcée par des stagiaires et des consultants spécialisés. L'IMPD a établi une stratégie de suivi qui utilise une méthode de communication des

résultats permettant de mesurer les changements de comportement au sein des institutions et des groupes concernés par le programme.

21. Le coordinateur de l'IMPD sera chargé d'exécuter le programme sur le terrain, sous la supervision du bureau régional de l'IUCN. Le Bureau de la coordination et de la gestion sur le terrain est le secrétariat de l'IMPD, qui siège au bureau régional. Une étroite consultation, des réunions et des ateliers organisés avec les équipes de pays du FIDA en Algérie, en Érythrée, en Éthiopie, au Kenya, au Mali, en Somalie, au Soudan, en République-Unie de Tanzanie et au Tchad contribueront à identifier les partenaires clés au sein des communautés pastorales. L'IMPD veillera à ce que des liens soient établis avec les programmes bénéficiant de l'appui du FIDA dans les neuf pays concernés en s'appuyant sur les expériences et les bonnes pratiques tirées des activités du FIDA, en diffusant activement les nouvelles connaissances et en fournissant une assistance technique aux équipes de pays du FIDA. Dès le commencement du programme, une étroite consultation, dont les chargés de programme du FIDA et l'IMPD-IUCN seront parties prenantes, sera établie pour s'assurer d'une compréhension mutuelle et pour déterminer des principales activités à mettre en œuvre ou des questions à examiner. Une complémentarité sera ainsi apportée aux initiatives en cours appuyées par le FIDA dans ces pays et garantira l'élimination de toute lacune éventuelle. L'IMPD consolidera la capacité des équipes de pays à mener à bien le programme à l'aide d'activités de formation et d'ateliers techniques, ce qui contribuera à la promotion d'un apprentissage transnational.
22. Un comité d'exécution du programme sera institué. Ce comité sera composé de représentants de l'IUCN-IMPD et du FIDA, ainsi que de membres du Comité de coordination des partenaires de l'IMPD afin d'assurer la continuité du programme. Les membres incluront:
 - a) **pour l'IUCN:** l'IMPD, le programme sur les terres arides ou le coordinateur régional du programme, le responsable des finances;
 - b) **pour le FIDA:** un représentant du siège (le conseiller technique principal en matière de systèmes de production végétale et animale) et deux représentants de l'Unité de gestion du programme (par rotation); et
 - c) **pour le FEM:** le FEM-Programme des Nations Unies pour le développement et le FEM-Programme des Nations Unies pour l'environnement.

VI. Coût et financement indicatifs du programme

23. La contribution proposée par le FIDA s'élève à 950 000 USD et viendra à l'appui des activités du programme pendant quatre ans, de 2010 à 2013. Le Bureau régional de l'IUCN sera responsable de la gestion du don. L'IUCN est régie par les normes internationales en matière de gestion financière et de vérification des comptes.
24. **Cofinancement:** le don du FIDA complète celui du FEM qui a permis d'établir l'IMPD (950 000 USD). Le FEM, reconnaissant que le FIDA octroie ce don pour élargir l'IMPD, a approuvé une extension des coûts à hauteur de 300 000 USD pour assurer la continuité entre les activités en cours et à venir, jusqu'en décembre 2010. L'IMPD a également mobilisé des dons auprès d'autres organisations: i) la Fondation Rockefeller a consenti un don de 121 000 USD pour élaborer une étude exploratoire sur le thème du changement climatique et de la production animale en Afrique, ce qui sera utile pour le développement ultérieur du programme; ii) le Bureau régional de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), dont le siège se situe à Nairobi, a octroyé un don de 49 000 USD destiné à la réalisation d'une étude sous-régionale sur les connaissances traditionnelles relatives à la gestion de la sécheresse en Afrique orientale, ce qui favorisera l'établissement de politiques et de plans proactifs; iii) l'Autorité intergouvernementale pour le développement a affecté un don de 50 000 USD pour la mise en œuvre d'un programme d'apprentissage sur le thème

de la conservation en tant que bien de subsistance dans le nord du Kenya; et
 iv) 65 000 USD proviennent de la contribution en espèces de l'IUCN pour
 l'administration, les ressources humaines, les locaux et le matériel de bureau, les
 véhicules et autres utilisations de biens.

Récapitulatif du budget et du plan de financement

(en milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>
Personnel (y compris sous-traitants)	160	130
Services professionnels	50	100
Frais de déplacement	70	50
Équipement	10	-
Frais opérationnels et établissement de rapports	150	185
Assistance technique, communication, publication et diffusion	100	55
Formation/renforcement des capacités	410	65
Total	950	585

Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	<ul style="list-style-type: none"> Sustainable land management and resilient livelihoods developed in rangeland environments 	<ul style="list-style-type: none"> Rangelands health and pastoral poverty/wealth levels 	<ul style="list-style-type: none"> Human Development Indicators Environmental Impact Assessments 	
Objectives	<ul style="list-style-type: none"> Stronger and more widespread understanding of rangeland environments and pastoral livelihoods and better use of that knowledge to inform policy and practice. 	<ul style="list-style-type: none"> At least five countries pass supportive policy statements by 2012 % of resource allocation to pastoral development through national and local budgeting in at least nine countries Extent and nature of private investment IMPDoed land-use and land-based resource management for optimal uses 	<ul style="list-style-type: none"> Supportive country policy documents Resource allocation plans Observation and close monitoring of selected rangelands 	<ul style="list-style-type: none"> Policies and plans reflect opinions and genuinely influence investments Institutional barriers lifted (e.g. land tenure)
Outputs	<ul style="list-style-type: none"> Knowledge management: research and dissemination of information: four cross-regional studies Capacity Building: Training, lobby advocacy and institutional support Policy dialogue: carried out at national and international levels by IUCN-L'IMPd, IFAD and its partners through engagement in policy and international conventions (UNCCD, CSD, CBD) 	<ul style="list-style-type: none"> Four studies undertaken and outputs published and widely shared by the end of the project Policy and practice changes highly informed by the outputs of the studies Strengthened capacities of networks and pastoral institutions: 9 IFAD CPs and other L'IMPd partners and 3 membership network One international and two regional policy dialogue meetings per year 	<ul style="list-style-type: none"> Study reports and fora reports Knowledge materials developed Networks advocacy plans Advocacy materials prepared by partners and other agencies New pastoral development policies passed and used by the national governments. Peer review 	<ul style="list-style-type: none"> Partner agencies are interested and capable of developing policy messages and desire to learn new approaches and advocacy work; and can (with assistance) tap sources of appropriate funding IFAD CPs are willing to engage L'IMPd productively
Key Activities	<ul style="list-style-type: none"> Research & Regional studies on key issues: Agro-fuels on marginal lands, land-use systems and management in pastoral rangelands; land-based resource conflicts and government practices; climate change, policy and practice, Policy advocacy training of 15 key L'IMPd and IFAD partners and national policy strategies Linkages and skill services (advisory support) to IFAD country office specified above Support for pastoral networks Contribution to development of the global database on pastoral populations to cover 75% of relevant countries Regional and international policy discussions with pastoralists at international and regional fora 	<ul style="list-style-type: none"> Access to, and funds for, high level international consultants ; flexibility to work with appropriate national partners Focused and realistic activity plans developed Communications facilities for regular interactions Access to 9 IFAD CPs for in-depth consultations New project embedded or collaborating with existing IFAD projects Access to experienced advocacy trainers in English, French and Arabic Continued motivation of five regional networks Access to appropriate data and information sources 	<ul style="list-style-type: none"> Project document, (agreement) between IUCN-L'IMPd and IFAD. Plans and budgets Strategy documents developed, statements in international fora Publication of outputs (reports, policy briefing notes) in three languages Consultation between L'IMPd and the IFAD CP offices are documented, shared and updated consistently Shared / common activity plans, reports and review meetings, including specific results reported from related IFAD-projects Project reports; training report 	<ul style="list-style-type: none"> Extension of existing work on the field is implemented smoothly IFAD support arrives by the end of 2009 or early 2010.

Centre international d'agriculture biosaline (ICBA): Adaptation au changement climatique dans les environnements marginaux d'Asie occidentale et d'Afrique du Nord moyennant la diversification durable de l'agriculture et de l'élevage

I. Généralités

1. La région Asie occidentale et Afrique du Nord (WANA) est l'une des régions du monde qui connaissent la pire pénurie d'eau, l'agriculture consommant plus de 75% de l'eau douce. Les ressources hydriques renouvelables sont presque totalement exploitées et les ressources non renouvelables s'épuisent rapidement. La pénurie d'eau ne fera que s'aggraver à mesure que la croissance des populations et des économies entraîne une intensification de la concurrence entre les secteurs industriel et agricole et les ménages. Les récentes modifications des régimes climatiques (sécheresses prolongées, températures records et accroissement de l'irrégularité, l'intensité et la répartition de la pluie) ont toutes eu de nouvelles incidences négatives sur les écosystèmes naturels et les agroécosystèmes dans la région et ont accru la vulnérabilité des populations qui dépendent de telles ressources pour leur subsistance.
2. Pour satisfaire à la demande de l'agriculture et protéger les moyens de subsistance de la population rurale, la région a largement exploité les ressources foncières et hydriques marginales (en particulier les formations aquifères anciennes, mais aussi les eaux usées municipales et l'eau saline). Ces ressources sont, pour la plupart, touchées dans une certaine mesure par la salinité en raison de causes naturelles ou d'une utilisation excessive. De la même manière, les terres agricoles irriguées les plus riches ont pâti d'une salinisation accrue en raison de l'absence de méthodes d'irrigation et de drainage adaptées. Les agriculteurs ont soit abandonné de telles terres ou accepté une très faible productivité.
3. Pour améliorer la productivité agricole et protéger les moyens de subsistance des agriculteurs pauvres dépendants de ressources en terres et en eau de qualité marginale, il faut mettre en place un nouveau système agricole plus productif. En matière d'agriculture fluviale, de grands projets d'irrigation et de drainage récents ont généré une quantité importante d'eau de drainage qui pourrait être utilisée davantage dans la production agricole. Les systèmes agricoles basés sur le fourrage sont biologiquement adaptés à l'utilisation de l'eau saline et des eaux usées et conviennent donc parfaitement aux conditions marginales de l'environnement de la région WANA. L'insuffisance de ressources fourragères est considérée comme une cause principale d'aggravation des contraintes qui pèsent sur les ressources naturelles et de dégradation des terres dans la région.
4. Le présent programme est axé sur la diversification de la production végétale et animale et la gestion durable des terres marginales par l'application à plus grande échelle et la diffusion de dispositifs de production fourragère à fort rendement mieux adaptés aux conditions marginales et salines de l'environnement.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

5. Un grand nombre des agroécosystèmes basés sur les eaux souterraines dans la région WANA et plus de 25% des terres agricoles irriguées situées le long de fleuves sont touchés par la salinité et l'engorgement des sols. La salinité est un obstacle majeur à la production végétale, surtout dans les parties arides et semi-arides de la région WANA. Les deux types d'agroenvironnements marginalisés sont aussi extrêmement vulnérables à l'impact du changement climatique (en particulier la sécheresse et les températures élevées). En conséquence, l'abandon de telles terres marginalisées et le déplacement des agriculteurs pauvres qui vivent dans de pareilles conditions sont devenus

particulièrement manifestes dans un grand nombre de localités sur l'ensemble du territoire régional. Pour éviter une nouvelle dégradation de ces agroécosystèmes et protéger les moyens de subsistance des agriculteurs qui vivent dans des conditions marginales, il est nécessaire d'élaborer d'autres systèmes de production et de gestion adaptés aux conditions socioéconomiques et environnementales de la région.

6. Le Centre international d'agriculture biosaline a plaidé en faveur de l'utilisation de systèmes de culture plus robustes qui soient capables de faire face aux conditions marginales et qui soient directement liés aux principaux modes de subsistance des petits exploitants dans de tels environnements. Ce type de système repose sur des dispositifs de production fourragère associée à l'élevage qui peuvent accroître la productivité de l'agriculture et de l'élevage et la durabilité et la robustesse des exploitations face à l'impact des changements climatiques qui soumettront l'agriculture à de nouvelles contraintes dans les environnements marginaux de la région. Il n'en reste pas moins que le manque de fourrage est un grave problème dans la majeure partie de la région WANA. En raison des ressources en terres agricoles et en eau limitées, le système agricole a eu recours essentiellement aux cultures commerciales et de grande importance économique. L'élaboration de systèmes de production spécialisés dans le fourrage reposant sur des cultures fourragères tolérantes à la salinité et à l'eau de qualité marginales peut permettre de remédier à ce problème – au moins dans certaines localités situées en milieu aride où les eaux souterraines salines et les eaux usées traitées sont utilisées pour la production agricole et sur les terres agricoles les plus riches où l'eau de drainage saline est disponible. De tels systèmes permettront d'atténuer durablement la pénurie de produits d'affouragement dans les petites exploitations agricoles et les petits élevages et contribueront à diversifier la production en exploitation, à agrandir les entreprises agricoles et à garantir les moyens de subsistance des agriculteurs.

III. Le programme proposé

7. L'objectif global du programme est d'améliorer les moyens de subsistance, la résistance aux changements climatiques et les revenus des agriculteurs pauvres qui dépendent de ressources en eau et en terres marginales dans les pays du WANA grâce à l'application à plus grande échelle et à la diffusion de dispositifs de production fourragère/végétale à haut rendement mieux adaptés aux conditions marginales de l'environnement de la région. Le programme cible essentiellement les agriculteurs et les éleveurs pauvres en ressources, lesquels sont les plus vulnérables au changement climatique, vu leur forte dépendance à l'égard des ressources en eau et en terres de qualité marginale. De tels groupes représentent une forte proportion des ménages pauvres dans les zones visées par le programme de la région WANA. Le programme visera aussi explicitement les femmes dans les ménages pauvres, en raison de leur rôle essentiel dans les travaux agricoles et l'élevage (et en particulier dans la transformation du lait et la fabrication du fromage et du yaourt); il leur permettra ainsi d'accroître la production de produits de l'élevage et d'augmenter le revenu des ménages.
8. Le programme consolidera les acquis d'une initiative conjointe FIDA-ICBA menée sur la période 2004-2009, qui était axée sur la production de fourrages tolérants à la salinité dans les zones marginales de la région WANA. L'évaluation de cette initiative réalisée récemment fournit un relevé des principaux résultats et enseignements tirés pour chacun des pays concernés. Le rapport d'évaluation identifie clairement les possibilités concrètes et détaillées de reproduction et d'application à plus grande échelle. Le programme proposé s'appuiera entièrement sur ces recommandations et bénéficiera de la participation déjà établie des agriculteurs et des liens établis entre les décideurs, le personnel technique et les chercheurs.
9. La composante essentielle du programme consistera à recenser et à développer les installations de production semencière sur les principaux sites dans chaque pays participant pour répondre aux besoins des essais de rendement et de la production semencière et à identifier les agriculteurs dans les sites de référence retenus pour les former. Des techniques de production semencière seront élaborées et appliquées au

- niveau des systèmes nationaux de recherche agricole (NARS) et des agriculteurs. Une quantité suffisante de semences des variétés/accessions ciblées sera produite pour garantir une application durable et à plus grande échelle par les agriculteurs dans chaque région. Un mécanisme de participation des systèmes semenciers formels à la production et à la diffusion futures de semences sera élaboré.
10. En parallèle, des ensembles de pratiques de gestion (culture, sol et irrigation) identifiés lors de la première phase du programme pour les géotypes prometteurs tolérants à la salinité et résistants au stress seront affinés pour optimiser la productivité dans les conditions marginales et salines. Cette deuxième composante inclura une meilleure gestion de l'eau, par l'utilisation intégrée d'eau marginale et d'eau de bonne qualité, y compris en les associant et par irrigation cyclique, et l'amélioration de l'efficacité d'utilisation de l'eau. Les techniques de traitement et d'utilisation du fourrage visant à améliorer l'aptitude au stockage et les valeurs bromatologiques seront diffusées et appliquées à plus grande échelle.
 11. La troisième composante consistera à évaluer les quantités et qualités des ressources en eaux usées traitées, l'incidence sur l'environnement et la proportion adaptée à l'application à plus grande échelle de la production fourragère, à côté de pratiques de gestion des cultures, de récolte et de traitement judicieuses qui conviennent à l'utilisation de l'irrigation par les eaux usées. La qualité des fourrages produits en utilisant des eaux usées traitées et leur incidence sur la productivité de l'élevage et l'hygiène des animaux seront évaluées. Des directives appropriées seront formulées pour l'utilisation en toute sécurité des eaux usées dans la production et l'utilisation des fourrages.
 12. L'incidence du développement et de l'adoption de technologies sur les moyens de subsistance des agriculteurs pauvres, hommes et femmes, dans les environnements marginaux sera évaluée. La dimension économique des dispositifs intégrés de gestion des cultures introduits dans les environnements marginaux sera évaluée en relevant les indicateurs socioéconomiques et en collectant des informations sur la production et sur les sols et l'eau. Le coût et les avantages des dispositifs de production fourragère seront analysés en fonction des différents types d'eau marginale utilisés. Les parcelles de démonstration des systèmes de production performants seront établies avec la pleine participation des agriculteurs, et une attention particulière sera accordée aux femmes rurales. L'accroissement de la productivité des systèmes de production fourragère et d'élevage dans la région WANA sera quantifié. Des stratégies d'orientation seront recommandées.
 13. Enfin, la capacité des NARS et des agriculteurs en matière de développement de variétés fourragères résistantes au stress, de production de semences, de gestion des cultures et d'utilisation en exploitation sera renforcée par l'organisation de programmes de formation et de séminaires. Des ateliers itinérants et des journées agricoles pour l'évaluation participative des essais seront organisés, de même que des séminaires et des journées agricoles à l'intention des décideurs, afin de promouvoir la reproduction et l'application à grande échelle des modèles de production élaborés.
 14. Le programme cible deux niveaux de partenariat avec les NARS. L'Égypte, la Jordanie, Oman, la République arabe syrienne et la Tunisie participeront à toutes les activités du programme. Les Émirats arabes unis, le Yémen et Gaza et la Cisjordanie prendront part à des activités spécifiques répondant à leurs besoins, en fonction des résultats de programmes antérieurs. Les activités de renforcement des capacités concerneront tous les pays cités.
 15. Le principal aspect novateur du programme est son approche à l'égard de l'élaboration de méthodes et de techniques permettant aux NARS et aux agriculteurs d'utiliser les ressources en eau marginale et les sols pour parvenir à une production économique et durable de systèmes intégrés de production fourragère et d'élevage (et de certaines cultures économiquement rentables). L'impact socioéconomique et environnemental de telles innovations sera évalué plus avant et fera l'objet d'une synthèse dans le cadre du processus d'élargissement.

IV. Résultats et avantages escomptés

16. Les résultats et avantages escomptés sont les suivants:
- a) développement et transfert de technologies de production semencière et de systèmes de livraison axés sur les agriculteurs en vue de l'adoption à grande échelle de cultivars fourragers de 3 à 5 génotypes;
 - b) production et diffusion de dispositifs à l'appui d'une production et d'une utilisation efficaces de fourrages adaptés à des environnements marginaux et/ou subissant l'impact du changement climatique dans au moins cinq pays de la région WANA (Égypte, Jordanie, Oman, République arabe syrienne et Tunisie);
 - c) évaluation et mise en place de systèmes de production fourragère possibles sur les plans environnemental et économique et adaptés à l'utilisation d'eaux usées dans trois pays (Jordanie, République arabe syrienne et Tunisie);
 - d) évaluation et quantification de la rentabilité et des incidences des dispositifs de production fourragère et d'élevage sur les moyens de subsistance des agriculteurs pauvres qui vivent dans les environnements marginaux d'au moins cinq pays de la région WANA (Égypte, Jordanie, Oman, République arabe syrienne et Tunisie); et
 - e) renforcement des compétences des NARS (au minimum 50 scientifiques par pays seront formés) et d'au moins 100 agriculteurs pour chaque pays, en matière de production de fourrages résistants au stress, de production semencière et de gestion des cultures et des ressources en eau dans les pays suivants: Égypte, Émirats arabes unis, Gaza et la Cisjordanie, Jordanie, Maroc, Oman, République arabe syrienne, Tunisie et Yémen.
17. En collaboration avec les NARS partenaires, l'ICBA réalisera une étude de référence durant la première année d'exécution du programme. Les données collectées auprès des exploitations agricoles lors de l'initiative précédente FIDA-ICBA (telles que les rendements des cultures, les pratiques agricoles et la gestion, la salinité du sol et de l'eau d'irrigation, les indicateurs socioéconomiques, les ressources hydriques dans les régions ciblées et le potentiel des systèmes proposés différents) seront affinées, et les lacunes seront comblées. Cela permettra d'évaluer les principaux aspects liés à la qualité de la réalisation des activités prévues et de mesurer les résultats en matière de développement. La disponibilité des ressources et les autres besoins seront déterminés grâce à l'étude de référence pour veiller à ce que les activités prévues soient exécutées efficacement et rapidement. Des buts logiques et précis, des objectifs au niveau des composantes, les résultats escomptés et les activités serviront à la collecte des données et à l'élaboration de l'étude de référence, laquelle servira à mesurer quantitativement les indicateurs présentés dans le cadre logique et le descriptif de programme.
18. Parmi les résultats escomptés figure une hausse d'au moins 30% de la productivité agricole (cultures fourragères, cultures spéciales et produits d'origine animale) et de 20% de la rentabilité économique, de la stabilité générale des rendements et de la productivité. Il est en outre prévu que jusqu'à 20% des terres ciblées retourneront à la production avec l'appui du programme. D'autres résultats incluront une hausse de 30% de la productivité des terres ayant été abandonnées par les agriculteurs ou dont la productivité s'est gravement dégradée dans la région ciblée.

V. Modalités d'exécution

19. Le programme mettra à profit la collaboration existante entre les NARS de la région WANA et l'ICBA et sera facilité par le FIDA et d'autres donateurs. Cette collaboration a permis de réaliser un solide travail préparatoire en termes de protocoles de présélection, de critères de sélection, de matériel génétique pour la tolérance à la salinité, d'élaboration initiale des composants de la gestion des cultures et d'évaluation des réactions des agriculteurs à ces cultures et pratiques de gestion.

20. Les rapports d'activité, les rapports annuels et les réunions régulières permettront une action de suivi, de contrôle et de présentation de rapports aux donateurs. Les ateliers annuels de planification et d'examen constitueront une plateforme permettant au personnel du programme et aux partenaires d'exécution de partager leurs expériences, leurs connaissances et les enseignements tirés et de contribuer ainsi à réviser et à ajuster les plans d'exécution. En outre, l'ICBA et son NARS partenaire établiront des liens avec KariaNet II, un réseau pour le partage de savoirs spécialisés basé au Caire et appuyé par le FIDA afin d'échanger des exemples de réussite pouvant être reproduits dans l'ensemble de la région et de tirer profit des résultats d'autres projets.

VI. Coût et financement indicatifs du programme

21. Le champ d'application des activités du programme et sa transposition à un grand nombre d'agriculteurs ainsi que le développement de systèmes de production semencière nécessitent des intrants importants pour obtenir l'effet escompté. Le coût total du programme est estimé à 6,0 millions d'USD. La contribution proposée par le FIDA s'élève à 1,4 million d'USD. La contribution du Fonds arabe de développement économique et social s'élèvera à 1,15 million d'USD et celle du Fonds de l'OPEP pour le développement international à 0,65 million d'USD. La contribution en nature de l'ICBA est estimée à environ 1,0 million d'USD et celle des NARS participants à 1,8 million d'USD.

Récapitulatif du budget et du plan de financement

(en milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement*</i>
Personnel de recherche (y compris les consultants)	130	1 160
Coûts opérationnels	740	2 250
Déplacements	120	400
Équipement et fournitures	120	230
Coordination et gestion du programme	110	290
Total des dépenses directes	1 220	4 330
Administration des dons de l'ICBA	180	270
Coût total du programme	1 400	4 600

* Le cas échéant.

Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	Improve the livelihoods, resiliency and income of poor farmers relying on marginal water and land resources in the WANA Region through increased crop-livestock productivity.	<ul style="list-style-type: none"> - Increase in farm fodder productivity by 30%; - Increase in economic return by 20%; and - Yield stability improved in the farming systems based on the use of marginal resources in the targeted areas. - Farmer livelihoods improved in the targeted communities. 	<ul style="list-style-type: none"> - No. of farms adopting alternative system, farm statistics on productivity and income. - Reports, publications, policy briefs. 	<ul style="list-style-type: none"> - Policy support to technology adoption and scaling up.
Objectives	Improve, scale-up and disseminate high-yielding forage production packages better adapted to the saline and marginal environmental conditions and the impact of climate change in selected countries in WANA.	<ul style="list-style-type: none"> - No. of farmers using the selected forage genotypes and cultivars. - No. of farmers and NARS adopted the improved production packages for marginal conditions. - 30-50% increase in productivity of the land brought back into production - 20% of targeted land going back into production 	<ul style="list-style-type: none"> - Qt. of seed produced. - Farm statistics. - National and project reports. 	<ul style="list-style-type: none"> - NARS support for scale up and seed production. - Support to large-scale technology transfer.
Outputs	<ol style="list-style-type: none"> 1) Development and transfer of farmer-based seed production technologies (3-5 forage genotypes). 2) Production and dissemination of packages for efficient forage production. 3) Introduction of environmentally and economically feasible forage production systems. 4) Assessment of profitability and impact of the introduced packages on poor farmers in marginal areas of Syria, Jordan, Tunisia, Oman and Egypt. 5) Enhancement of the skills of NARS and farmers. 	<ul style="list-style-type: none"> - No. of packages for on-station and on-farm seed production determined; no. of cultivars and seed quantities produced. - No. of technology packages identified, described and demonstrated; no. of on-farm trials conducted. - % of improvement in farm productivity and income - Minimum 50 scientists & technicians and 100 farmers trained per country. 	<ul style="list-style-type: none"> - Seed production & supply records. - Reports, publications and public awareness briefs. - Guidelines for safe use and management. - Socio-economic analysis. - No. of training events. 	<ul style="list-style-type: none"> - No policy barriers in cultivar adoption by farmers. - NARS support & farmers participation. - Environment and policies to support adoption and farmers participation.
Activities	<ol style="list-style-type: none"> 1) Identify and develop seed production facilities in each country. 2) Produce sufficient seeds amount of the target genotypes (forage and other crops) for scaling up and dissemination among farmers. 3) Refine management practices packages to optimize productivity under marginal conditions. 4) Improved integrated water management, through the use of marginal water and good quality water. 5) Assess available treated wastewater resources and the proportion suitable for scaling up forage production. 6) Policy recommendations on forage production under marginal conditions. 	<ul style="list-style-type: none"> - Number of sites developed and farms participating; number of seed production facilities established. - Number of varieties multiplied and amount of seed produced. - Number of technology components identified. - Options and impact of joint use of different water quality identified and demonstrated. - Analysis of wastewater situation and their potential uses. - Number of farmers adopting the package. 	<ul style="list-style-type: none"> - On-farm surveys. - Seed production and supply records. - Reports on evaluation and introduction of suitable crop genotypes. 	<ul style="list-style-type: none"> - NARS support, land availability and farmers participation. - Acceptance by the seed/variety development authority.

Réseau international sur le bambou et le rotin (INBAR): Intégration de moyens de subsistance utiles aux pauvres et de solutions aux problèmes de dégradation de l'environnement à partir du bambou en Afrique orientale et australe

I. Contexte

1. Pour des millions de personnes démunies d'Afrique orientale et australe, le bambou peut permettre de réduire la pauvreté et de protéger l'environnement. Parce qu'il est de nature ligneuse et est facile à transformer, le bambou permet aux communautés rurales d'avoir accès aux marchés traditionnels du bois. En outre, étant une culture vivace, il offre un revenu toute l'année. Plusieurs espèces de bambou résistent à la sécheresse et poussent dans des régions semi-arides.
2. Le bambou peut être facilement transformé à l'échelle des ménages, offrant un emploi aux femmes rurales pauvres, aux jeunes et aux personnes atteintes du virus de l'immunodéficience humaine (VIH). Aussi bien les femmes que les hommes participent à la production de divers produits comme le mobilier, les articles utilitaires, le charbon et les briquettes de charbon de bambou.
3. Les sept technologies hors exploitation¹ et les quatre technologies en exploitation² financées par le présent don ont été validées sur le terrain par le réseau de sites d'action-recherche de l'INBAR à l'occasion de dons antérieurs du FIDA (développement et transfert de technologies à l'intention des petits producteurs de bambou et de rotin; programme de développement des activités rémunératrices des petits producteurs de bambou et de rotin; élaboration d'approches, d'outils, de méthodes et de dispositifs institutionnels qui facilitent la reproduction à plus grande échelle et l'adaptation de formules d'investissement concernant le bambou et le rotin)³. Les modèles financiers correspondant à ces technologies ont été élaborés, de même que des fiches de conseils techniques ou des études. Ces technologies éprouvées servent de point de départ à d'autres projets de développement rural.
4. En 2007, une évaluation indépendante des activités de l'INBAR appuyées par un don du FIDA a conclu que le réseau favorisait d'importantes innovations en faveur des pauvres dans la production et la commercialisation de bambou et de rotin qui sont susceptibles d'intéresser l'Afrique. Elle recommandait de renforcer les systèmes institutionnels, d'étendre l'Initiative mondiale pour la commercialisation et de travailler avec des programmes de développement rural à grande échelle. Le consortium mondial d'ONG ARS en passe d'être constitué inclut les ONG associées au don, et les nouvelles modalités GMI 2.0 mettront diverses ressources en matière de conception et de technologie à la disposition de projets financés par des dons et des prêts.
5. L'INBAR a démontré que le bambou peut permettre aux populations pauvres de la région M'beya (République-Unie de Tanzanie) d'accroître leurs revenus: les groupes locaux de producteurs de mobilier et d'artisanat ont vu leurs revenus mensuels passer de 30 000 shillings tanzaniens (TZS) (26 USD) en 2005 à 400 000 TZS (350 USD) en 2008. En Éthiopie, au Ghana, au Mozambique et en République-Unie de Tanzanie, l'INBAR a introduit le charbon de bambou et la technologie des briquettes qui est de plus en plus fréquemment adoptée. Dans le Tripura (Inde), onze nouveaux emplois ont été créés dans la production de bâtons d'encens pour chaque emploi existant dans la fabrication de

¹ Mobilier scolaire, artisanat, emballages, construction, panneaux laminés, caillebottis et bateaux.

² Érosion des terres et protection des bassins versants, régénération des terres dégradées, fourrage et aliments pour volailles.

³ Colombie, Équateur, Éthiopie, Ghana, Inde (Konkan-Maharashtra, Tamenglong-Manipur, Tripura, Uttarakhand), Mozambique, Pérou, Philippines et République-Unie de Tanzanie.

- bâtons de bambou, ce qui représente un potentiel de 150 000 nouveaux emplois⁴. Ce système de production à grande échelle par les ménages sera appliqué aux produits dans le cadre du présent don. Dans le Konkan (Inde), le mobilier en bambou, l'artisanat et la construction relient et aident 130 villages, un résultat qui est directement applicable au don⁵.
6. L'utilisation du bambou réduit le déboisement, une des principales causes de la pauvreté. Grâce à son rhizome et à son large couvert, le bambou protège les ressources agricoles en fixant la couche arable et en relevant les niveaux d'eau. Les travaux de l'INBAR ont en outre démontré l'intérêt du bambou dans le domaine de la conservation et de la régénération de l'environnement. Il réduit l'érosion des sols de 75 à 90% et il est parfait pour régénérer les sols dégradés. Son utilisation comme fourrage et aliment pour animaux est aussi pertinente pour le don.
 7. En 1993, le FIDA et le Centre de recherches pour le développement international ont créé l'INBAR, réseau de développement multidisciplinaire pour le bambou et le rotin, qui est devenu un réseau intergouvernemental en 1997. Le Fonds commun pour les produits de base reconnaît l'INBAR comme l'organisme international compétent pour le bambou et le rotin. L'initiative mondiale pour la commercialisation lancée par l'INBAR est le trait d'union entre les groupes communautaires, les créateurs de produits et les marchés.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

8. Les pays d'Afrique orientale et australe ont des taux de déboisement parmi les plus élevés du monde, essentiellement en raison de la surexploitation due à la pauvreté. Compte tenu de sa répartition à l'échelle régionale, le bambou peut réduire le problème de la déforestation en se substituant au bois, et les plantations de bambou peuvent permettre de régénérer les zones détériorées et dénudées.
9. La réunion du Comité chargé des stratégies opérationnelles et de l'orientation des politiques (CSO) pour le don destiné au programme de développement des activités rémunératrices des petits producteurs de bambou et de rotin – Phase II a noté que les stratégies de l'INBAR en faveur de la réduction de la pauvreté sont pertinentes pour l'Afrique. Le don contribue à la réalisation de l'objectif du FIDA et répond aux objectifs stratégiques suivants: a) ressources naturelles, que les populations rurales, hommes et femmes, peuvent gérer de manière efficiente et durable; et b) possibilités d'emplois ruraux non agricoles et de développement des entreprises. Il est conforme aux objectifs de la politique du FIDA en matière de dons.
10. Le don présente des aspects novateurs du fait de l'application à plus grande échelle de technologies validées sur le terrain dans le cadre de projets financés par un prêt du FIDA et parce qu'il a été démontré qu'il est possible de tirer un revenu régulier et fiable du bambou.
11. Outre les avantages ciblés pour l'environnement local, le don aura des retombées positives. Sachant que le déboisement et la dégradation des sols représentent un cinquième des émissions mondiales de carbone, le don contribuera à lutter contre les effets du changement climatique. Il est fort probable qu'une augmentation d'une ampleur suffisante de la collecte et de la disponibilité de l'eau en aval des activités du projet soit enregistrée.
12. Le don a été mis au point en tenant compte de quatre missions de préévaluation en Éthiopie, à Madagascar, au Mozambique et en République-Unie de Tanzanie⁶. Des liens solides ont été établis avec les programmes de pays du FIDA.
13. Les projets suivants financés par un prêt appuient le don et l'ont approuvé:

⁴ Quelque 49 millions de bâtons d'encens, qui ont créé 1 387 nouveaux emplois pour les femmes et ont rapporté un revenu supplémentaire de 29 USD par personne par mois. L'INBAR et le Centre indien pour le bambou: ressources et technologies (CIBART), *A Pathway out of Poverty* (2009).

⁵ Trois mille ménages, 217 500 plantes produites, pour des ventes d'un montant de 308 000 USD sur quatre ans. INBAR et CIBART, *Breaking Barriers and Creating Capital* (2009)

⁶ Les rapports de mission ont été transmis à la Division consultative technique du FIDA et à la Division Afrique orientale et australe.

- a) Éthiopie: le couvert forestier a fortement diminué au fil des ans, essentiellement en raison du ramassage du bois de chauffage, de la production de charbon et de la collecte de foin. Cette situation sera nettement améliorée par le bambou dans le cadre du nouveau projet communautaire de gestion intégrée des ressources naturelles dans le bassin du lac Tana, qui vise à réduire la dégradation des sols et à améliorer la productivité agricole.
 - b) Madagascar: les initiatives de l'INBAR assureront la liaison avec le programme de promotion des revenus ruraux financé par le FIDA et le programme de soutien aux pôles de microentreprises rurales et aux économies régionales. Le bambou est largement utilisé pour le logement, l'artisanat et les outils. Avec plus de 1,8 million d'entreprises, l'artisanat représente 15% du PIB national. L'élaboration de nouveaux produits artisanaux et autres plus rentables permettra d'augmenter les revenus ruraux.
 - c) Mozambique: la promotion du charbon de bambou compensera le déboisement annuel de 219 000 hectares. Le bambou peut permettre d'améliorer la pêche artisanale en entrant dans la construction des édifices, des installations de stockage et de commercialisation et du matériel de pêche. Les activités financées par le don établiront un lien avec le projet de pêche artisanale dans la zone du banc de Sofala mis en œuvre par le FIDA.
 - d) République-Unie de Tanzanie: les initiatives liées au bambou créeront un lien avec le programme de services financiers ruraux et avec les cadres institutionnels mis en place par l'INBAR à l'appui des groupements de femmes producteurs (établi pendant la période du don pour le développement des activités rémunératrices des petits producteurs de bambou et de rotin) et comporteront aussi des études de marché. Des liens ont été établis avec les programmes en faveur du développement agricole du district.
14. Le programme de dons répond aux besoins des projets du FIDA dans les quatre pays et traite des questions suivantes: déboisement, lutte contre la pauvreté, problèmes liés à l'énergie et égalité entre les sexes. Les ministères, organismes et autres institutions concernés ont entériné le programme de dons et se sont engagés par écrit à fournir un appui et une contribution. Une composante concertation a été incluse pour chaque pays qui fera intervenir toutes les parties prenantes concernées. Le don favorise aussi le renforcement des capacités et le partage des connaissances; des liens seront instaurés avec le don en cours pour le programme de développement des activités rémunératrices des petits producteurs de bambou – Phase II.
 15. Le don est fondé sur la recherche de créneaux commerciaux (charbon, par exemple) et sur la concertation avec les organismes publics concernant l'accès aux marchés institutionnels (mobilité scolaire et construction, par exemple). Ces activités reposent sur les travaux effectués au Ghana et en République-Unie de Tanzanie en particulier, ainsi qu'en Asie et en Amérique latine et Caraïbes. Elles bénéficieront du futur développement des marchés.
 16. Des missions seront réalisées au Kenya, au Rwanda et en Afrique du Sud afin d'instaurer un appui stratégique et des liens en faveur du développement des moyens de subsistance grâce au bambou et de créer des possibilités d'investissement.

III. Le programme proposé

17. Le programme a pour objectif de permettre une application efficace et plus générale des technologies du bambou en vue du développement, dans les zones rurales, de moyens de subsistance durables axés sur les marchés et de la protection de l'environnement en Afrique orientale et australe, surtout pour les pauvres (les femmes et les jeunes).

18. Les objectifs du programme sont les suivants:
- a) accroître la sécurité de l'environnement en utilisant les ressources en bambou dans la gestion des terres et de l'eau;
 - b) renforcer la valeur des produits en bambou dans les zones rurales pour accroître les revenus ruraux;
 - c) substituer le bambou aux combustibles dérivés du bois pour renforcer la sécurité énergétique et augmenter l'utilisation du bambou comme fourrage et aliment pour animaux pour réduire la déforestation;
 - d) sensibiliser l'opinion et contribuer à l'élaboration de politiques sur les moyens de subsistance fondés sur le bambou et les avantages du point de vue de l'environnement; et
 - e) créer des possibilités d'investissement et des dispositions institutionnelles en vue d'une transposition et d'un élargissement du champ d'application.
19. Le programme durera trois ans et comportera cinq grandes composantes:
- a) renforcement de la sécurité environnementale;
 - b) promotion de perspectives d'activités rémunératrices;
 - c) amélioration de la sécurité concernant l'énergie, le fourrage et les aliments pour animaux et réduction parallèle du déboisement;
 - d) sensibilisation de l'opinion et obtention d'un appui stratégique; et
 - e) création de possibilités d'investissement et d'institutions.
20. La stratégie de ciblage sera celle du projet correspondant financé par un prêt du FIDA et, chez les ménages ruraux, elle mettra l'accent sur: a) les jeunes ruraux des deux sexes au chômage; b) les ménages dirigés par une femme; et c) les groupes défavorisés, comme les paysans sans terre⁷.

IV. Résultats et avantages escomptés

21. Les résultats et avantages escomptés sont les suivants:
- a) Mise en valeur des ressources en bambou pour la gestion des terres et de l'eau
 - i) inventaires de ressources innovantes peu coûteuses pour quatre pays; plans de protection de l'environnement reposant sur les ressources naturelles; détermination des besoins en biomasse des villages;
 - ii) quatre pépinières "mères" et de nombreuses micropépinières au niveau des villages et des ménages, indépendance des ménages à l'égard des ressources forestières pour leurs besoins en biomasse;
 - iii) plantations-pilotes dans quatre pays pour le contrôle de l'érosion des sols, le renforcement de la collecte de l'eau et la reconstitution de la nappe phréatique ainsi que la régénération des sols dégradés.
 - b) Multiplication des moyens de subsistance possibles en termes d'offres d'emploi rural et d'activités génératrices de revenu
 - i) quatre sites pilotes en faveur du développement des entreprises rurales dans le cadre de projets du FIDA;
 - ii) renforcement de la valeur ajoutée encouragé au niveau des ménages ruraux pour sept produits;
 - iii) assistance stratégique fournie à trois pays supplémentaires.
 - c) Amélioration de la sécurité énergétique et réduction du déboisement
 - i) application à plus grande échelle de la production de charbon de bambou en grappe;

⁷ Les bénéficiaires indirects sont nombreux: personnel technique, agents de vulgarisation rurale et agents commerciaux, organisations de base et organisations intermédiaires de la société civile, décideurs, banques et agences de développement, programmes nationaux, projets de développement et centres internationaux de recherche agricole.

- ii) validation de la production et chaîne d'approvisionnement pour l'éthanol à base de bambou;
 - iii) validation au niveau local de l'utilisation des feuilles de bambou local destinées au fourrage et comme aliment pour animaux; introduction de bambou destiné au fourrage.
- d) Sensibilisation de l'opinion et élaboration des politiques
- i) douze visites de démonstration/camps de sensibilisation au niveau des villages; quatre ateliers portant sur les politiques;
 - ii) documentation de projet: 10 FCT, quatre documents d'orientation, quatre études d'impact;
 - iii) recommandations pratiques pour la protection des droits de propriété intellectuelle concernant les technologies du bambou autochtones africaines.
- e) Investissements et institutions en faveur du développement à transposer ou à appliquer à plus grande échelle
- i) quatre études de marché et plans d'investissement;
 - ii) quatre plans d'action avec données financières;
 - iii) réseau de partage des savoirs constitué de projets et de pays bénéficiaires;
22. Les avantages escomptés sont les suivants:
- a) réduction du déboisement, de l'érosion et de la dégradation des sols;
 - b) amélioration des revenus et des avantages en matière d'emploi grâce au bambou vivace, assortie d'une gestion prudente des ressources en bambou et de retombées positives sur l'environnement;
 - c) marchés institutionnels à effet de levier – éducation scolaire (pupitres d'école), habitations à loyer modéré et autres programmes comparables du gouvernement/de donateurs générant des revenus pour les groupes ruraux cibles;
 - d) accès accru aux marchés de produits du bois pour les populations rurales pauvres, créant une source significative de revenus non agricoles en complément de l'agriculture traditionnelle;
 - e) production élargie de charbon de bambou (briquettes efficaces sur le plan énergétique produites en milieu rural, notamment), contribuant à réduire le déboisement;
 - f) réduction de l'incidence de la pêche sur les mangroves et la couverture arborée, obtenue en remplaçant les bateaux taillés dans le bois de mangrove par des bateaux de bambou;
 - g) durabilité du fourrage et des aliments pour animaux validés pour le bétail, les volailles, les poissons et les crevettes, réduisant la dégradation des terres et profitant aux ménages agricoles cibles;
 - h) utilisation des pousses de bambou comme source de nourriture dans les pays cibles, avec un modèle validé en vue d'améliorer la sécurité alimentaire des ménages;
 - i) amélioration des possibilités d'investissement en faveur du développement créées à la faveur d'une évaluation des ressources, d'une étude de marché, de travaux de recherche sur les politiques et de concertation;
 - j) initiative régionale de partage des savoirs liée au réseau mondial de l'INBAR; constitution d'un consortium d'ONG favorisant la coopération sud-sud.

V. Modalités d'exécution

23. L'INBAR assurera l'exécution du don dans le cadre des projets du FIDA; les sites existants de l'INBAR dans les pays bénéficiant d'un don seront inclus. Le personnel du Programme Moyens de subsistance et développement économique sera chargé de la gestion globale du projet et des liens de conception et de commercialisation dans le cadre de l'Initiative mondiale pour la commercialisation. Le coordonnateur technique Afrique de l'INBAR en Éthiopie prendra contact avec les quatre coordinateurs nationaux.
24. Le PTBA des programmes de pays de l'INBAR relevant du don sera élaboré après consultation du personnel des projets du FIDA concernés. Les institutions nationales seront consultées elles aussi. Les ONG à multiples parties prenantes facilitées par l'INBAR, constituées en Éthiopie (Société éthiopienne du bambou et du roseau), au Mozambique (Association pour la promotion du bambou et la conservation de la biodiversité) et en République-Unie de Tanzanie (Association tanzanienne du bambou et du rotin), participeront à l'exécution.
25. L'accès aux financements en faveur de la participation des bénéficiaires aux activités de don se fera par les projets financés par un prêt du FIDA et à partir de services financiers extérieurs, avec l'appui du personnel des services financiers de l'INBAR.
26. Le personnel du siège de l'INBAR et des projets du FIDA assurera le suivi du programme et en analysera les répercussions. Un spécialiste de la Division consultative technique du FIDA assurera la supervision annuelle. Des réunions annuelles du comité directeur INBAR/FIDA seront organisées, de même que des tournées d'inspection et des ateliers. Parmi les rapports établis figurent les rapports annuels de situation, les FCT, les manuels, les études de cas et les études de résultats/d'impact.

VI. Coût et financement indicatifs du programme

27. Le projet, d'une durée de trois ans, a un budget projeté de 2,4 millions d'USD. La contribution de la Commission européenne sera égale à 0,9 million d'USD, et celle du FIDA s'élèvera à 1,5 million d'USD. Les discussions au sujet de dons supplémentaires de la Fondation des États-Unis pour le développement africain d'un montant de 250 000 USD pour le Rwanda et du même montant pour la République-Unie de Tanzanie en sont à un stade avancé.
28. L'INBAR assurera les tâches suivantes: assistance technique, démonstration/formation, aide à la détermination des sources d'approvisionnement en matériel végétal, études de marché, inventaire des ressources et soutien à la formulation de politiques. Les projets du FIDA permettront de couvrir les coûts des activités de terrain afin de contribuer à la réalisation des objectifs.

Récapitulatif du budget et du plan de financement

(en milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>
Dépenses de personnel (y compris sous-traitance)	300	180
Services professionnels	160	70
Déplacements	90	45
Équipement	70	50
Dépenses de fonctionnement, établissement de rapports et publications	670	425
Appui technique	150	90
Formation/renforcement des capacités	60	40
Total	1 500	900

Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	Effective and wider application of bamboo technologies for sustainable rural livelihood development and environmental protection (Ethiopia, Madagascar, Mozambique, Tanzania)		Surveys; Inventories; Reports – institutional and public (media, news etc); Studies – baseline and impact; Policy changes; Business/Investment plans	
Objectives	A. Enhance bamboo resources for improved land and water management B. Enhance the value of bamboo products in rural areas for increasing rural income C. Enhance rural energy security and fodder while reducing/reversing deforestation D. Raise stakeholder awareness/policy change E. Develop investment opportunities and institutional arrangements for scaling up	Resource base; higher water levels; reduced soil erosion Enterprises, product ranges and increased incomes Energy security enhanced with increased availability of alternative energy and fodder Policy changes & product acceptability Strategies and models for pro-poor upscaling and scaling out	Surveys; reports; plantation records Enterprise records; baseline and post-project evaluations Surveys; reports Reports; meetings/exhibitions Business plans; reports; investor meetings	Favourable political & climatic conditions Existence of viable markets, acceptability & cost competitiveness Acceptability of alternative energy/fodder sources Acceptability among policy makers Investors willing to invest in the sector
Outputs	A. Resource development for land and water management B. Enhanced livelihood opportunities for poor C. Improved energy security and fodder/feed with reduced deforestation D. Awareness on potential; policy recognition E. Development investments for scaling up; institutional arrangements in place	4 Inventories (Yr 1-2); 4 nurseries (Yr 1-2) & 4 plantations (Yr 1-3); 4 enterprises (yr 1); 7 product units (yr 2) 20 charcoal & briquette units (yr 1-2); VC validation for bio-ethanol/fodder (yr 2-3) 12 workshops (Yr 1-3); 2 Studies (Yr 3) 4 studies (Yr 1-3); 7 action plans (Yr 2-3); knowledge sharing network (Yr 3)	Pre & post-project surveys; enterprise & progress reports Enterprise records Surveys; enterprise records; progress reports Reports; video recordings Studies; business plans; reports	Local institutions support; Inadequate water supply; adaptable to new sources People willingness; competitiveness Adaptability to new sources of energy; market acceptability; bamboo resources Participation/ policy makers acceptance Resources, time, & clear benefits to people
Key Activities	A1. 4 Resource inventories & biomass needs A2. 4 mother; many household micro-nurseries A3. 4 Model plantations for land, soil & water management with bamboo B1. 4 pilot sites for rural enterprise set up B2. Up to 7 products with enhanced added value B3. TA to Kenya, Rwanda, South Africa C1. Cluster-based bamboo charcoal production C2. Viable bamboo ethanol production C3. Fodder and feed production D1. 12 awareness and 4 policy workshops D2. Project documentation D3. IPR protection of indigenous technologies E1. Market research studies; investment plans E2. Action plans with financials E3. Knowledge-sharing network	GPS/GIS consultants, tools(Yr1-2) Land, planting material, 4 nurseries Degraded land; planting material; trainings Technology (Yr2); 4 trainings (Yr1-3); 4 sites (Yr1); tools; 7 trainings(Yr1-3) 2 Trainers; 3 trainings (Yr2-3), 20 drum kiln for charcoal/briquette (Yr 1-2) Survey (yr1), lab (yr2), business plans(yr3) Consultant, 4 pilots/trials (Yr1-3) Products; videos; posters; policy papers 10 TANs, 7 policy & 4 impact studies (Yr 3) 2 case studies (Yr 3) 4 market potential studies (Yr 2-3) 7 product business plans (Yr 2-3) 4 cross-visits (yr2/3); network strategy(yr3)	Images; reports; surveys Baseline & project surveys Reports and surveys Enterprise reports; manuals; Enterprise reports; manuals; Reports Progress & enterprise reports Survey, lab & business plans Report Workshop reports; Studies Studies Studies Business plans Review reports	Remote sensing/GIS company identified Willing to plant in lieu of traditional crops Permission to plant; longer-term land use/lease policy is conducive Availability of land and resources Willing to produce & market acceptability Need for &/or on-going bamboo activities Lack of alternate fuels; deforestation Farm-based bamboo ethanol viable Shortage of traditional fodder material Local interest; support from IFAD project Monitoring and evaluation support from IFAD loan projects Community participation Sufficient market data available Existence of viable markets Partners willing to collaborate

Programme régional de formation au développement rural (PROCASUR): Programme de formation aux itinéraires d'apprentissage – phase II

I. Contexte

1. La mondialisation et le nouveau rôle des pays d'Amérique latine ces 20 dernières années ont contribué à redéfinir les politiques et les outils de lutte contre la pauvreté rurale en Amérique centrale et en Amérique du Sud. Selon les derniers chiffres, quelque 210 millions de personnes en Amérique latine continuent d'être gravement touchées par la pauvreté et le dénuement; environ 60% de la population rurale (soit 72 millions de personnes) vit en deçà du seuil de pauvreté. Les ménages ruraux dirigés par une femme, les populations autochtones, la jeunesse rurale et les populations rurales de descendance africaine sont les plus particulièrement concernés. Dans ce contexte, les politiques et les outils visant à promouvoir le développement rural devront relever de nouveaux défis. Il sera ainsi primordial de renforcer les capacités des équipes techniques chargées des activités de développement rural, y compris des dirigeants des associations paysannes, des communautés rurales et des autorités publiques locales. Les enseignements tirés de l'expérience des agriculteurs locaux et des entrepreneurs ruraux, tout particulièrement de ceux qui ont surmonté la pauvreté, permettront d'acquérir de nouvelles capacités.
2. Depuis 1996, grâce au soutien d'un don du FIDA, le programme régional de formation au développement rural (PROCASUR) a favorisé l'échange de connaissances et de compétences afin de résoudre les problèmes qui sont liés à ce domaine et satisfait la demande d'organisations de petits agriculteurs, de projets, et d'organisations publiques et privées souhaitant obtenir les meilleures pratiques disponibles. La méthodologie des "itinéraires d'apprentissage" vise à développer les capacités qui parviennent à allier la gestion locale des connaissances générées par des agents de développement dans le cadre de la mise en œuvre d'activités novatrices et une stratégie d'apprentissage adéquate, fondée sur les pratiques optimales validées sur le terrain.
3. PROCASUR a essentiellement centré ses activités sur l'Amérique latine, mais commence à les élargir à l'Afrique et à l'Asie. De mi-2006 à décembre 2008, le programme a mis en œuvre 29 itinéraires d'apprentissage – 22 au niveau international (impliquant deux pays ou plus) et sept au niveau national. PROCASUR a repéré des talents locaux et recruté les services de formation de plus de 100 organisations, qui ont affecté près de 250 enseignants et spécialistes pour travailler sur les thèmes choisis pour chacun des itinéraires réalisés dans 12 pays d'Amérique latine et d'Afrique¹.
4. PROCASUR a sollicité l'appui du FIDA et d'autres organismes donateurs pour étendre et consolider la méthodologie des itinéraires d'apprentissage, ainsi que pour établir un réseau Sud-Sud de partage des connaissances acquises par les agriculteurs eux-mêmes et pour aider les associations de petits agriculteurs à y participer en fournissant des services de connaissances aux marchés ruraux de services d'assistance technique.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

5. L'un des engagements du FIDA, qui est de stimuler la création et le renforcement de réseaux destinés à générer et à échanger des savoirs utiles aux pauvres, justifie un soutien supplémentaire à PROCASUR. Par ce biais, le Fonds renforce sa propre capacité à créer des liens stratégiques de longue durée avec ses partenaires de développement et à décupler l'incidence des programmes de recherche et de renforcement des capacités qu'il finance par des dons. Le FIDA s'est engagé à renforcer la capacité de gestion des connaissances des institutions et des organisations qui œuvrent en faveur des populations rurales pauvres, en créant des réseaux de partage des connaissances acquises sur le terrain, qui offrent aux associations de petits agriculteurs la possibilité de

¹ Chili, Colombie, Costa Rica, El Salvador, Équateur, État plurinational de Bolivie, Malawi, Pérou, Afrique du Sud et Ouganda. Un itinéraire d'apprentissage a été également mis en œuvre au Bangladesh et en Inde en avril 2009 sur les services et les produits de microfinancement ruraux.

vendre leurs connaissances aux marchés ruraux de services d'assistance technique. L'appui du FIDA doit être également placé dans la perspective de: a) ses engagements pris lors des Forums paysans de 2006 et 2008 en réponse à la demande des participants souhaitant que les organisations de petits agriculteurs bénéficient directement d'un soutien financier; et b) la politique du FIDA en matière de financement sous forme de dons visant à renforcer les capacités utiles aux pauvres des institutions partenaires, y compris celle des organisations à assise communautaire et des ONG. Grâce au programme de formation aux itinéraires d'apprentissage – phase II, PROCASUR établira un réseau de gestion des connaissances qui couvrira plus de deux continents afin de valoriser les talents locaux et d'adopter les innovations qui se sont démontrées capables d'améliorer l'accès des populations rurales les plus démunies à des marchés dynamiques.

6. L'un des objectifs stratégiques du FIDA est de renforcer les capacités des ruraux pauvres et de leurs organisations. Le Fonds entend également leur donner les moyens d'agir en tant que fournisseurs de services de connaissances, et donc d'accroître leurs revenus et d'améliorer leurs moyens d'existence.

III. Le programme proposé

7. L'objectif global du programme est de contribuer à l'amélioration de l'exécution des projets de développement rural en Amérique latine en aidant les organisations rurales et les associations de petits producteurs à organiser et à diffuser de manière systématique leurs connaissances et leurs compétences pertinentes à travers l'échange des meilleures pratiques, ce qui conduira à l'accès au marché des services d'assistance technique.
8. Les objectifs spécifiques du programme sont les suivants: i) renforcer le capital humain au sein des communautés rurales, des organisations de petits agriculteurs et des projets de développement rural, en particulier ceux bénéficiant de l'appui financier du FIDA, par l'identification, la récompense, l'organisation et la diffusion systématiques des meilleures pratiques; ii) encourager la diffusion des connaissances et l'adoption de solutions novatrices pour les familles rurales déshéritées auprès des institutions chargées de concevoir et d'exécuter des politiques, des programmes et des projets de développement; iii) améliorer la conception et la gestion des projets en intégrant les enseignements tirés des pratiques optimales de gestion; et iv) élargir la couverture géographique du programme de formation aux itinéraires d'apprentissage à de nouveaux pays en Afrique et en Amérique latine.
9. Le programme proposé sera exécuté sur une période de trois ans et mettra en œuvre trois grandes composantes, en sus de la gestion et de l'administration du programme:
 - a) **Gestion des connaissances et des compétences locales.** En coordination avec les opérations du FIDA dans la région, les unités techniques et les bénéficiaires, cette composante permettra de recenser les principaux domaines thématiques d'intérêt commun. D'autres expériences réussies ayant donné de bons résultats au niveau de l'amélioration des conditions de vie et des revenus des ruraux pauvres seront également sélectionnées; un appui sera fourni pour établir un processus organisationnel systématique des expériences des organisations de petits agriculteurs; enfin, des activités de formation et des services de soutien seront fournis afin d'intégrer les talents ruraux dans les marchés ruraux des services de connaissances et d'information.
 - b) **Renforcement des capacités et incitations en faveur de l'innovation locale.** Le programme renforcera la capacité de gestion des agents intervenant dans la conception et l'exécution des initiatives de développement rural. Il s'adressera plus particulièrement aux équipes techniques des institutions publiques chargées de la mise en œuvre des activités de développement rural, aux unités de coordination des projets, aux prestataires de services et aux dirigeants des organisations rurales. Il mobilisera des sources de cofinancement supplémentaires auprès des institutions régionales qui souhaitent participer aux itinéraires d'apprentissage en qualité d'utilisateurs directs, et mettra en place des mécanismes pour coordonner la fourniture de services de formation avec les organisations bénéficiaires. Les institutions intéressées par l'adoption de stratégies novatrices se trouveront en

concurrence dans chaque itinéraire d'apprentissage afin de créer une incitation économique directe pour la mise en place d'un changement organisationnel visant à améliorer les revenus et les avoirs des familles pauvres en milieu rural.

- c) **Mise au point et diffusion d'innovations.** Le programme investira dans l'organisation et la diffusion systématiques des résultats et des retombées des itinéraires d'apprentissage qui seront testés, puis reproduits dans d'autres projets financés par le FIDA et des organisations partenaires. À cet effet, cette composante produira des rapports et des publications, notamment du matériel audiovisuel, qui seront distribués aux projets, aux organismes publics, aux autres agents de développement et aux organisations bénéficiaires.

IV. Résultats et avantages escomptés

10. À l'issue du programme, un système régional d'itinéraires d'apprentissage devrait être en place et pleinement opérationnel, avec la participation de multiples institutions, organisations de bénéficiaires et projets. Les itinéraires favoriseront les processus locaux d'innovation en mettant à profit les cas et les expériences réussies de développement rural local qui viendront consolider le développement des marchés ruraux de connaissances. Afin d'assurer une stratégie de retrait réussie, PROCASUR recherchera activement des sources de cofinancement supplémentaires.
11. Le programme donnera les résultats suivants:
- a) contribution au renforcement des capacités des principaux acteurs chargés de la conception et de l'exécution des activités de développement en faveur des ruraux pauvres, provenant surtout d'Amérique latine ainsi que des représentants des pays africains. Les bénéficiaires directs seront 1 100 agents techniques, professionnels et membres d'environ 410 organisations participant à la conception, à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation de projets de développement rural;
 - b) conception de 260 plans pour l'innovation et cofinancement de 70 d'entre eux. Les plans seront sélectionnés par le biais de concours pour faciliter l'accès à de meilleurs services, ce qui bénéficiera aux institutions publiques et privées, au personnel technique des projets, aux organisations rurales et aux administrations locales;
 - c) fourniture de services d'appui afin de permettre à plusieurs institutions, projets et programmes en Amérique latine et en Afrique d'utiliser facilement les itinéraires d'apprentissage comme outil de formation;
 - d) organisation de 50 itinéraires d'apprentissage aux niveaux national et sous-régional, principalement en Amérique latine et avec des représentants africains, dont le principal objectif sera de promouvoir la diffusion des innovations parmi les opérations du FIDA dans la région et l'adoption de la stratégie des itinéraires d'apprentissage;
 - e) recensement et documentation de l'expérience et des connaissances de 100 organisations locales en Amérique latine et de certaines organisations en Afrique, ce qui conduira à améliorer leur capacité en matière de transfert des savoirs et à renforcer leur participation aux marchés de connaissances et d'informations rurales;
 - f) soutien de 150 enseignants et spécialistes locaux mettant leurs services à disposition pour créer un marché de services d'assistance technique en milieu rural;
 - g) production de 60 exemples de supports imprimés et/ou audiovisuels documentant les résultats et les retombées du programme; et
 - h) création d'un réseau régional d'enseignants et de spécialistes locaux échangeant des informations par le biais du marché régional des services de développement rural.
12. Le programme contribuera également à: i) accroître le capital social des organisations bénéficiaires et à les encourager à devenir des fournisseurs de services d'informations et de connaissances sur les marchés locaux, régionaux et internationaux; ii) faciliter l'accès des familles rurales pauvres aux nouveaux services et produits, afin d'améliorer leurs

stratégies de subsistance en intégrant les innovations développées et testées par le FIDA et ses partenaires dans la région; et iii) donner aux partenaires nationaux du FIDA les moyens de créer de nouvelles opportunités au profit des ménages ruraux pauvres en intégrant les connaissances acquises sur le terrain dans leurs approches et stratégies. La viabilité de la méthodologie des itinéraires d'apprentissage sera également assurée par la reproduction de cette méthode de gestion des connaissances au sein des institutions, des organisations et des projets intéressés par son application, dont les opérations du FIDA et la Fondation Ford.

V. Modalités d'exécution

13. PROCASUR sera le bénéficiaire du don du FIDA et assurera l'administration des ressources conformément à un plan de travail et budget annuel (PTBA). Un comité de pilotage, composé de deux directeurs de projets financés par le FIDA dans la région, de deux représentants de la Fondation Ford dans la région, d'un représentant de chaque donateur et d'un représentant de PROCASUR, sera chargé: i) de coordonner et d'orienter l'exécution du programme; ii) d'examiner le PTBA et les études sur l'évaluation de l'impact; et iii) de conduire les activités de suivi et d'évaluation.
14. Les projets financés par le FIDA et la Fondation Ford dans la région concluront un accord de coopération avec PROCASUR, dans lequel les responsabilités et les obligations de chacune des parties, y compris les obligations financières, seront spécifiées. Outre leur contribution financière et leur participation au comité de pilotage, les institutions participant au programme assumeront de multiples rôles et fonctions. Dans le cadre de ses opérations en Amérique latine et en Afrique, le FIDA mettra son expertise technique à disposition pour identifier et certifier les études de cas relatives aux solutions novatrices testées sur le terrain, ayant un fort potentiel de reproduction et d'application à plus grande échelle.
15. PROCASUR soumettra au FIDA un PTBA comprenant une analyse approfondie des activités et du budget du programme. Le PTBA indiquera les procédures de passation des marchés qui seront utilisées, en accord avec le FIDA. Deux évaluations seront effectuées durant la durée d'exécution du don proposé: la première à mi-parcours et la seconde à la date de clôture. PROCASUR soumettra des rapports annuels de vérification des comptes préparés par des commissaires aux comptes indépendants. PROCASUR présentera également des rapports de situation sur la mise en œuvre du programme, au plus tard trois mois après la fin de chaque année. Ces rapports donneront des informations détaillées, notamment, sur: i) les progrès quantitatifs et qualitatifs accomplis dans l'exécution du programme au cours de la période précédente; ii) l'utilisation des ressources durant la période couverte par le don; et iii) toute autre question que PROCASUR, le Fonds et la Fondation Ford jugeront nécessaire. Un système de suivi et d'évaluation sera établi à cet effet.

VI. Coût et financement indicatifs du programme

16. Le coût total du programme s'élèvera à 2,5 millions d'USD. De ce montant, le FIDA fournira 1,5 million d'USD, la Fondation Ford 315 000 USD, les bénéficiaires 490 000 USD, et PROCASUR 195 000 USD.

Récapitulatif du budget et du plan de financement

(en dollars des États-Unis)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>Total</i>	<i>FIDA</i>	<i>Fondation Ford</i>	<i>Bénéficiaires</i>	<i>PROCASUR</i>
Exécution régionale et services de coordination	390 000	320 000	55 000	-	15 000
Gestion des connaissances locales	521 000	250 000	82 000	155 000	34 000
Renforcement des capacités et mesures d'incitation en faveur de l'innovation locale	1 165 000	655 000	110 000	263 000	137 000
Diffusion des résultats	154 500	100 000	17 000	32 500	5 000
Suivi et évaluation	37 500	25 000	4 000	4 500	4 000
Frais administratifs	232 000	150 000	47 000	35 000	-
Total	2 500 000	1 500 000	315 000	490 000	195 000

Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators/targets	Means of verification	Assumptions
Goal	Contribute to improving the implementation of rural development projects in LAC by allowing rural organizations and small producer associations to systematically organize and disseminate their knowledge	<ul style="list-style-type: none"> • 100 000 poor rural families with access to innovative solutions, new financial services and microenterprise development services • 20 projects and organizations with best performances 	<ul style="list-style-type: none"> • Monitoring & Evaluation reports, Mid-term & final evaluation reports, Evaluation of initial impact 	
Objectives	Building human capital in poor rural communities, local organizations and development projects, especially those of IFAD; identifying, systematically organizing and promoting the adoption of innovative solutions and best practices to eliminate rural poverty	<ul style="list-style-type: none"> • A regional brochure of innovations • A virtual data bank with 200 local teachers (talent) specialized in managing innovations • 300 local teachers participate in the national market of rural technical services. • 75 local teachers participate in the international market of rural technical services • 5 projects adopt innovations to facilitate access of beneficiaries to development services • 10 IFAD projects identifying, documenting and disseminating their innovations • 50 beneficiary associations adopt innovations • 10 LRs include users from Africa 	<ul style="list-style-type: none"> • Evaluations of learning and specific studies, Monitoring & Evaluation reports • Learning Routes reports, Monitoring & Evaluation reports • Innovation Plan reports, Monitoring & Evaluation reports, Reports from projects & users • Learning Routes reports, Monitoring & Evaluation reports 	Institutions, projects, beneficiary organizations and local governments demand innovative services and have interest in replicating successful innovations
Outputs	<p>Rural organizations/associations and local teachers become suppliers of training services in the regional market of technical assistance</p> <p>Changes in the market of technical assistance and training services that favour the knowledge and experience of local rural organizations</p> <p>Human and social capital reinforced; improved skills and capacity to adopt innovation in rural financial and non-financial services</p> <p>Rural organizations and project staff learn, adopt and replicate innovations</p>	<ul style="list-style-type: none"> • 200 local teachers as suppliers of services; • USD 100 000 transferred to rural communities • 410 associations participate in training plans for local talent • 75 LRs requested • 8 organizations that adopt the LRs methodology • USD 350 000 invested yearly in LRs by agencies • 5 new networks of local experts sharing information • 1 100 participants who improve their skills • 35 innovation plans (IPs) implemented • 5 000 farmers and rural small producers as beneficiaries in IPs • 15 projects incorporating innovations 	<ul style="list-style-type: none"> • M&E reports; Mid-term and final evaluation reports; Information provided by suppliers of services and Training plan reports • Record of organizations which provide technical assistance services; M&E reports and Mid-term evaluation • M&E reports and Mid-term & final evaluation reports; Innovation Plan reports • Innovation Plan Reports and reports, Mid-term and final evaluation reports 	<p>Rural organizations and development agents are interested in participating in LR</p> <p>Rural associations and rural actors are interested in participating in LRs</p> <p>There is demand to integrate the services offered by LRs as a tool for innovation</p> <p>Projects adopt innovative services in their work</p>
Key Activities	<p>Result 1: Enabling local associations to supply services, creation of networks of suppliers, elaboration of means</p> <p>Result 2: Identification of local talent; workshops; sales and purchases of knowledge services</p> <p>Result 3: Implementation of IPs; support in processes of adoption of innovations</p> <p>Result 4: Workshops; systematic organization of cases and implementation of LRs.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • N° & type of user' associations that receive the training • 60 activities and dissemination products • 5 000 participants in dissemination activities • 300 identified local talent (teachers) • 150 local teachers trained • 260 IPs designed • 70 IPS in contests and implemented • 100 innovative experiences identified and systematized • 50 LRs designed and implemented 	<ul style="list-style-type: none"> • M&E reports • Mid-term and final evaluation reports • Report on promotion activities • M&E reports • Mid-term and final evaluation reports • Mid-term and final evaluation reports • Design of Innovation Plans (IP) • Training needs and innovative maps • Designs and reports on LRs 	<p>There is demand for technical services and talent. There is interest in participating</p> <p>IPs are requested by users</p> <p>There is interest in adopting the LRs methodology</p>

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO): programme de développement des compétences en matière de partage des savoirs

I. Contexte

1. Par le biais de l'exécution de la stratégie du FIDA en matière de gestion des savoirs et du programme de mise en réseaux pour le développement rural dans la région Asie/Pacifique (ENRAP), le FIDA a rencontré des parties prenantes qui expriment de plus en plus souvent le souhait de bénéficier d'un soutien et d'une formation en matière de gestion des savoirs en général et du partage des savoirs en particulier. Les contraintes de financement et l'axe du programme ENRAP III, qui se centre essentiellement sur la création de réseaux électroniques, n'ont pas permis de répondre aux besoins croissants de formation et aux intérêts grandissants de ses partenaires et des membres des réseaux sur le terrain.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

2. Le programme de formation se justifie par la prise de conscience croissante que l'un des plus importants retours sur l'investissement en faveur de la lutte contre la pauvreté consiste à connaître ce qui fonctionne et ce qui échoue. À l'heure actuelle, les connaissances acquises dans le domaine des investissements du secteur public consacrés à l'atténuation de la pauvreté rurale sont un atout extrêmement précieux et pourtant insuffisamment exploité. Cela tient en grande partie au fait que les acteurs concernés au niveau des programmes de pays, bien que particulièrement compétents dans leurs disciplines respectives, manquent souvent de la capacité et de la motivation nécessaires pour échanger efficacement avec d'autres parties les connaissances qu'ils ont acquises dans leur travail. S'ils peuvent acquérir les compétences nécessaires pour réussir à transmettre ces connaissances, leur valeur peut croître de manière exponentielle.
3. Les besoins des acteurs intéressés par la capacité de partage des savoirs, manifestes durant le programme ENRAP III, ont été encore mieux compris lors des consultations organisées avec des partenaires clés et d'une enquête sommaire préalable au présent programme. Le personnel œuvrant dans le cadre de programmes de lutte contre la pauvreté rurale a été contacté dans 17 pays. Quatorze d'entre eux ont répondu et fourni des informations détaillées sur les besoins de soutien, ainsi que des propositions pour des domaines d'intervention spécifiques. Ces informations ont été pleinement prises en compte dans la conception du présent document.

III. Le programme proposé

4. L'objectif global du programme est d'assurer que les parties prenantes du FIDA et d'autres projets de développement partagent activement avec d'autres groupes les connaissances qu'ils ont acquises au cours de leurs efforts pour atténuer la pauvreté rurale. L'objectif spécifique est de donner aux acteurs nationaux concernés les compétences nécessaires pour partager des connaissances relatives à leurs activités tant en face à face qu'en ligne, rédiger de manière efficace pour transmettre ces connaissances ainsi que pour utiliser des méthodes de travail sur le terrain facilitant un plus large partage des connaissances en faveur des bénéficiaires visés.
5. Le programme sera exécuté en partenariat avec la FAO, qui le cofinancera et assumera le rôle d'organisme d'exécution.

6. Le programme sera exécuté sur une période de 18 mois et mettra en œuvre trois grandes composantes:
- a) **Partage des connaissances acquises lors des activités entreprises par les parties prenantes au niveau national.** Les activités du programme cibleront les gestionnaires et le personnel de gestion des projets des agences gouvernementales, des projets, des ONG et des autres institutions parties prenantes du FIDA et de la FAO dans les pays emprunteurs. Elles comprendront une formation sur les techniques les plus récentes en matière de partage des savoirs en face à face ou en ligne¹. Les techniques en face à face peuvent inclure les enquêtes de satisfaction, l'entraide entre pairs et l'organisation de réunions d'information mieux ciblées; les techniques sur Internet peuvent porter sur des outils tels que les réunions électroniques, les groupes de discussion, les blogs et les microblogs. La formation présentera aux participants un large éventail d'approches de partage des savoirs, les aidera à identifier les moyens de mieux échanger les connaissances dans leurs activités, et leur fournira un appui personnalisé pour appliquer concrètement leurs nouvelles capacités dans leur travail. Les activités de formation adapteront, reproduiront et appliqueront à plus grande échelle un exercice de formation similaire conçu et testé par le programme ICT-KM du GCRAI, en collaboration avec la FAO. Ces activités seront suivies par une session régionale de formation de formateurs qui réunira les participants ayant manifesté un vif intérêt envers la formation d'autres collègues/partenaires dans leur pays et qui leur apportera un complément de formation. Les participants à cette session bénéficieront d'une traduction des documents dans les langues locales afin de pouvoir les utiliser dans leur propre pays.
 - b) **Écrire pour un partage efficace des savoirs.** Les activités du programme comprendront l'organisation et la dispense d'une formation pratique destinée à améliorer l'aptitude à rédiger dans l'optique d'un échange efficace des connaissances et de l'information. Cette formation se concentrera sur la rédaction de bulletins, de sites Internet, de manuels et de directives. Le programme de formation portera sur: i) les techniques d'"écriture conviviale pour le lecteur"; ii) les techniques d'édition; iii) les questions particulières liées à la rédaction sur les sites Internet et les blogs; iv) les études de cas et les récits; et v) la préparation d'instructions pratiques destinées à des utilisateurs particuliers et tirées de documents techniques. Elle comportera également un module de formation sur la diffusion de produits de connaissance imprimés et électroniques. Cette composante reproduira et appliquera à plus grande échelle les éléments des activités de formation mis en œuvre en relation avec ENRAP III et s'appuiera sur la série de cours d'apprentissage électronique mise au point par la FAO² Les sessions de formation seront organisées au niveau sous-régional et se dérouleront en anglais; dans certains cas, elles seront organisées au niveau national, sous la direction de personnes-ressources locales, et seront conduites dans la langue locale.
 - c) **Méthodes spécialisées de partage des savoirs au service du développement rural participatif.** Les activités de formation et de renforcement des capacités engagées dans le cadre de la présente composante seront axées sur les méthodes de partage des savoirs susceptibles d'être utilisées par les ruraux pauvres et les bénéficiaires visés par le projet en vue de documenter et de partager leurs connaissances au sein des projets et avec d'autres acteurs extérieurs aux projets. Cette composante se fondera sur les quelques méthodologies clés que le FIDA a mises au point et testées en

¹ Le programme de développement du GCRAI ayant trait aux technologies de l'information et des communications, ainsi qu'au partage des savoirs (Programme ITC-KM), décrit en détail plusieurs outils et méthodes susceptibles d'être abordées dans le cadre de cette formation, www.kstoolkit.org.

² Disponible sur le lien www.foodsec.org/DL/dliintro_en.asp/.

partenariat avec d'autres parties dans le cadre de l'Initiative pour intégrer l'innovation (III) et d'autres programmes de dons. Ces méthodologies pourront inclure (sans s'y limiter) le profil des connaissances, la cartographie participative et la systématisation. D'autres méthodologies expérimentées, telles que celles élaborées par le Groupe chargé de la communication pour le développement de la FAO, peuvent être également proposées, en fonction de la disponibilité du matériel approprié pour la formation et de la demande formulée par les partenaires et les participants potentiels.

IV. Résultats et avantages escomptés

7. Les résultats et avantages seront les suivants:
 - a) environ 100 personnes participant aux programmes de réduction de la pauvreté rurale au niveau national bénéficieront d'une formation pour acquérir des compétences en matière de partage des savoirs tant en face à face qu'en ligne;
 - b) quelque 220 personnes sauront s'exprimer en anglais, dans un style clair et simple, qui pourra être adapté en fonction des différentes audiences dans le domaine du développement;
 - c) approximativement 100 personnes auront été formées à l'application d'au moins une nouvelle méthodologie facilitant le partage des connaissances auprès des ruraux pauvres et la préparation des documents requis;
 - d) environ 15 personnes auront bénéficié d'une formation de formateurs en matière de partage des savoirs, et 15 autres pourront dispenser une formation sur une nouvelle méthodologie destinée à donner aux bénéficiaires les moyens de partager les connaissances et de préparer les documents requis à cet effet;
 - e) des documents et des modules de formation seront spécialement adaptés aux besoins des acteurs chargés de l'exécution de programmes de lutte contre la pauvreté dans les domaines suivants: i) les méthodes de partage des connaissances en face à face; ii) les outils de partage des connaissances en ligne; iii) les compétences d'écriture et la communication; et iv) les méthodes de travail sur le terrain ayant trait à la gestion et au partage des savoirs dans le cadre du développement participatif;
 - f) des documents de référence liés aux documents de formation (conseils pratiques à l'intention des praticiens, descriptions des meilleures pratiques, directives, etc.) seront fournis aux stagiaires et à d'autres personnes;
 - g) des documents de formation seront remis aux participants des sous-composantes relatives à la formation de formateurs;
 - h) au moins 200 "produits de connaissance" seront élaborés sous la forme de documents écrits, de profils de connaissances, de cartes ou d'autres supports générés par les participants dans le cadre d'un exercice pratique réalisé au cours de la formation sur des thèmes qu'ils auront choisis à l'intention des audiences cibles qu'ils chercheront à atteindre par le projet.

V. Modalités d'exécution

8. La FAO recrutera un coordinateur et un assistant qui seront responsables de gérer le programme et qui collaboreront avec les fonctionnaires de la FAO chargés de l'assistance technique et les partenaires locaux. Des personnes-ressources locales, des institutions, des universités, des ONG et d'autres organismes figureront au nombre de ces partenaires. On s'efforcera de sélectionner un partenaire principal dans chacune des sous-régions de l'Asie. Durant la période couverte par le projet, il est prévu, au titre de la première composante, d'organiser quatre sessions de

formation au total sur le thème "Le partage des savoirs dans votre travail" et une formation de formateurs dans ce domaine. Onze "ateliers d'écriture" seront organisés dans le cadre de la composante b), et quatre sessions sur "Le partage des savoirs au service du développement participatif" dans le cadre de la composante c).

9. Les six premiers mois de l'exécution du programme seront consacrés à adapter les documents de formation existants qu'utiliseront les groupes bénéficiaires prévus et à organiser le programme de formation avec les partenaires locaux dans la région. Une évaluation sommaire des besoins sera également effectuée durant cette période afin de mieux déterminer les besoins particuliers de chaque pays en matière de formation au titre de la composante c). Après cela, pendant un an, les activités de formation effectives seront menées à bien dans divers lieux, avec les partenaires institutionnels sur leurs sites ou sur place dans les projets de développement intéressés, en fonction de la composante spécifique de formation et de l'adéquation des sites et des installations du projet.
10. Tous les nouveaux documents de formation et de référence élaborés par le programme seront accessibles au public et mis à disposition gratuitement par le FIDA et la FAO par le biais de leurs canaux de communication. Les enseignements tirés du programme seront intégrés en retour dans les communautés de pratique en matière de partage des savoirs au FIDA, à la FAO et dans d'autres organisations, telles que la communauté de praticiens de la gestion des connaissances pour le développement connue sous le nom de KM4Dev³.
11. Les sessions de formation seront médiatisées sur le réseau régional du FIDA, et des informations seront communiquées par les gestionnaires des programmes nationaux. Les personnes intéressées seront invitées à faire une demande pour suivre la formation de leur choix. Les critères de sélection des participants seront fondés sur la pertinence de la formation par rapport aux responsabilités professionnelles du demandeur, en respectant l'équilibre du nombre d'hommes et de femmes. Le programme prendra en charge le coût total de la participation d'un nombre déterminé de participants. Toutefois, le nombre d'inscriptions pourra être augmenté d'un certain pourcentage, de 10 à 15% par exemple, afin d'inclure des participants supplémentaires dont les frais de participation seront supportés par leur propre projet ou par d'autres sources.

VI. Coûts et financement indicatifs du programme

12. Les estimations des coûts pour le programme complet s'élèvent à 1 175 000 USD, pour lesquels le FIDA fournira un don de 950 000 USD. La FAO apportera un cofinancement d'environ 225 000 USD. Cela comprendra la fourniture du matériel pédagogique, des ressources connexes et des plateformes d'apprentissage collaboratives, ainsi que les frais d'organisation de quelques ateliers, avec la participation des parties prenantes de la FAO et d'organisations affiliées dans la région. Un montant limité de cofinancement pourrait être mobilisé auprès des personnes couvrant leurs propres frais.

³ Pour obtenir de plus amples informations: www.km4dev.org.

Récapitulatif du budget et du plan de financement

(en dollars des États-Unis)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement de la FAO^a</i>
Documents de formation	-	150 000
Consultants internationaux et locaux	175 750	-
Frais de déplacement	205 400	50 000
Institutions locales	244 894	-
Gestion, personnel du programme	208 996	25 000
Administration	114 960	-
Total	950 000	225 000

^a Le cas échéant.

Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	Stakeholders actively share with others the knowledge they have acquired in rural poverty reduction efforts		COSOP reviews IFAD Annual Performance Review consultation processes	
Objectives	Country-level stakeholders who are more effective in: sharing knowledge face-to-face and on-line in their work; writing effectively to better transmit their knowledge; and, using fieldwork methods that facilitate increased knowledge sharing by intended beneficiaries.	Introduction of KS methods in at least one seminar, workshop, other country level event by each of 100 trainees in face-to-face KS methods Use of web 2.0 tools e.g. blogs, forums, e-discussions at country level by at least 75% of trainees Contributions to IFAD, FAO, country level or project level websites or newsletters from at least 75% of trainees Greater quality of contributions to IFAD documents and stakeholder KM products At least one KS event amongst beneficiaries in each of 40-50 projects to which trainees return after training	Workshop reports IFAD Grant Supervision Report Grant Status Report www.ifad.org www.ruralpovertyportal.org www.enrap.org www.fao.org Websites of individual programmes sending participants for training	Continuity of stakeholders, government and project staff rotation Availability of suitable hosts and training venues
Outputs	100 trained face-to-face/on-line KS skills; 220 trained in writing skills; 100 trained in one or more new technique for KS amongst beneficiaries. 15 trained as trainers in KS skills; 15 more in a new KS methodology and documenting by beneficiaries 200 "knowledge products": documents, web postings, knowledge profiles, maps, etc; Training materials adapted to stakeholder needs (face-to-face/on-line/writing skills/fieldwork methods for KS). Reference materials linked to training materials, e.g. tips, best practice, guidelines, and how-to notes	-19 Training courses implemented - 4 customised training modules available in print and on-line for: (i) Face-to-face knowledge sharing (ii) On-line knowledge sharing (iii) Writing skills for knowledge sharing (iv) Participatory methods for knowledge sharing amongst project beneficiaries -Customised 'training of trainers' materials available in print for each of 4 types of module -At least 200 KM products, produced by trainees during training, available in print and on-line -KS reference materials available in print and on-line	IFAD Grant Supervision Report Grant Status Report www.ifad.org www.ruralpovertyportal.org www.enrap.org www.fao.org Websites of individual programmes sending participants for training	Experienced trainers available Trainees needs understood and accommodated Scheduling and timing suited to participant availability Appropriate mean of dissemination adopted on-line and in print
Key Activities	Training course for: - face-to-face and web-based KS methods - improved written communications - in participatory KS fieldwork methods	Means: Experienced trainers, customised training materials, training venues and facilities, food and lodging for trainees.	Inception report Mid-term Report Completion Report	Training sites selected together with IFAD in-country partners and agreements with local hosts

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO): programme en faveur de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance durables dans les États insulaires du Pacifique

I. Contexte

1. Presque toutes les nations insulaires du Pacifique signalent que les revenus d'une proportion élevée de la population se situent en deçà du seuil de pauvreté national. L'éloignement géographique et les contraintes logistiques, la base étroite des ressources naturelles des États insulaires, et la ponction sur les ressources résultant de fréquentes catastrophes naturelles se traduisent par une croissance économique généralement léthargique dans la région et un quart de la population est classée dans la catégorie des pauvres. Ces dernières années, la majeure partie de l'aide publique au développement (APD) a été affectée au soutien budgétaire général, au transport, à l'éducation et à la santé; durant la période 1997-2005, seulement 2% de l'ensemble de l'APD a été réservée au développement agricole. La situation alimentaire est déterminée par les conditions locales – richesse des ressources naturelles, qualité des terres et des sols, disponibilité des ressources génétiques animales et végétales, et conjoncture des marchés – ainsi que par des facteurs régionaux et transfrontaliers – des politiques commerciales aux catastrophes naturelles et au changement climatique. Les questions d'ordre mondial, telles que la hausse des prix des produits alimentaires, la crise financière et les conséquences du changement climatique auxquelles sont confrontés les États insulaires du Pacifique, ont accentué l'insécurité alimentaire, la vulnérabilité des moyens d'existence et la fragilité dans la région.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

2. Le premier objectif de l'exposé des options et des stratégies d'intervention pour la sous-région (SRESOP)¹ est d'améliorer la sécurité alimentaire au niveau local et de réduire la dépendance à l'égard des importations. Le soutien du FIDA vise à:
 - i) préserver et développer la production vivrière et la transformation des denrées alimentaires traditionnelles;
 - ii) promouvoir l'adoption d'innovations dans les systèmes agricoles;
 - iii) fournir un accès à un appui financier et technique en vue d'accroître la production alimentaire locale.
3. Les opportunités pour le FIDA de fournir un appui efficace aux petits États insulaires en développement se sont révélées complexes ces dernières années, en partie du fait des coûts relativement élevés de transaction et de gestion par unité d'investissement résultant de l'isolement géographique et de la faible densité de population. Toutefois, ces coûts de transaction importants peuvent être réduits grâce au renforcement de la collaboration et du partenariat avec la FAO et d'autres partenaires de développement dans le Pacifique.
4. Le FIDA a soutenu plusieurs petites initiatives régionales depuis qu'il a repris ses activités dans les îles du Pacifique en 2004, mais sa participation à l'initiative agricole régionale potentiellement la plus importante dans le Pacifique lui permet de mettre à profit les activités en cours et de traiter directement les éléments clés du SRESOP. L'engagement dans un cadre de programmes multidonateurs constitue une opportunité importante et novatrice pour coordonner les efforts, forger des partenariats et exploiter des synergies parmi les divers partenaires internationaux

¹ Approuvé en décembre 2004. L'ouverture de nouveaux marchés et la création de revenus dans les zones rurales, la participation à des multipartenariats et le soutien à l'établissement d'une gouvernance locale efficace sont au nombre des autres domaines d'intervention identifiés.

et nationaux, conformément aux Principes sur l'efficacité de l'aide dans le Pacifique².

5. En septembre 2008, le FIDA a accueilli, conjointement avec la FAO et le Secrétariat de la communauté du Pacifique, un atelier consultatif sur le renforcement des partenariats pour la sécurité alimentaire et les moyens d'existence durables dans les pays insulaires du Pacifique. Des délégations de haut niveau de 13 États insulaires du Pacifique, des ONG, des partenaires privés, bilatéraux et multilatéraux œuvrant dans le secteur du développement ont corroboré la conclusion selon laquelle l'investissement en faveur de la sécurité alimentaire et des moyens d'existence durables reste une forte priorité dans la région.

III. Le programme proposé

6. L'objectif global du programme est de contribuer à améliorer la sécurité alimentaire des populations déshéritées et vulnérables dans les pays couverts par le programme, notamment des femmes et des jeunes. Les objectifs spécifiques sont les suivants:
 - a) accroître la disponibilité d'aliments nutritifs et l'accès des ménages pauvres et vulnérables à ceux-ci grâce à une augmentation durable de la production et de la productivité végétale et animale –notamment la pêche et l'(agro)foresterie–, à d'autres activités de subsistance et à de meilleures habitudes alimentaires;
 - b) fournir aux communautés rurales, en particulier aux ménages vivant dans des zones reculées et aux femmes, un meilleur accès à des services, intrants et marchés agricoles durables, grâce à l'amélioration de l'infrastructure et des systèmes de livraison; et,
 - c) renforcer les capacités et consolider les politiques et les interventions stratégiques aux niveaux national et régional afin de relever les défis liés à la sécurité alimentaire à court et à long terme.
7. Le programme visera 14 États membres du Forum des îles du Pacifique, à l'exclusion de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. Ces 14 pays sont tous membres de la FAO et neuf d'entre eux sont membres du FIDA³. Le financement consenti par le FIDA sous la forme d'un don ne viendra à l'appui que des activités entreprises dans les États membres du Fonds. Les groupes ciblés par le programme sont essentiellement: i) les groupes en situation d'insécurité alimentaire et vulnérables sur le plan nutritionnel; ii) les ménages pauvres et à faible revenu; et iii) les femmes et les jeunes en milieu rural.
8. Le programme complet sera exécuté sur une période de six ans et le don régional du FIDA sera alloué pour les deux premières années. Les quatre grandes composantes du programme sont les suivantes:
 - a) **Appui aux investissements de la communauté et des ménages.** Cette composante aidera les communautés et les ménages à entreprendre une gamme d'activités dans le domaine de la sécurité alimentaire et des moyens d'existence afin d'améliorer la production et la productivité agricoles; d'accroître les revenus des ménages, et donc leur capacité à acheter de la nourriture; d'améliorer les régimes alimentaires et la nutrition; enfin, de renforcer la résilience aux chocs extérieurs qui menacent leurs moyens de subsistance. Une gamme de sous-projets pourra être appuyée au titre de cette composante et porter sur des activités concernant, par exemple, le développement des cultures et de l'élevage, la mise en valeur de l'agroforesterie et des produits forestiers non ligneux, le développement de la pêche artisanale et de l'aquaculture, la transformation, la commercialisation et le développement de la chaîne de valeur des produits agricoles, la remise

² En juillet 2007, les États insulaires du Pacifique et les partenaires donateurs dans la région ont élaboré les Principes sur l'efficacité de l'aide dans le Pacifique en vue de concrétiser la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide dans la région.

³ États membres du FIDA: Fidji, Kiribati, Îles Cook, Îles Marshall, Îles Salomon, Nioué, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa et Tonga.

en état et la gestion durable des ressources naturelles à des fins de production agricole, la création de revenus non agricoles et de micro-entreprises, ainsi que des activités destinées spécifiquement à améliorer la nutrition.

- b) **Développement des capacités de prestation de services et des installations.** Cette composante appuiera l'amélioration de l'accès des communautés rurales, en particulier de celles vivant dans des zones reculées, à des services, à des intrants et à des marchés agricoles durables. Elle complétera les investissements des communautés et des ménages appuyés au titre de la composante a). Pour s'assurer que les interventions répondent aux besoins de sécurité alimentaire des populations pauvres et vulnérables, une attention particulière sera accordée aux mécanismes de ciblage, avec un fort accent sur la parité hommes-femmes. Une aide pourra être fournie aux projets ayant trait, par exemple, à la création ou à la modernisation d'installations de multiplication de semences, d'écloseries et de centres communautaires de pêche, à l'amélioration des infrastructures de recherche agricole ou de transformation des denrées alimentaires, à l'aménagement de l'infrastructure de transport, –quais et locaux pour l'entretien de bateaux ou routes reliant les exploitations aux marchés–, et au renforcement des capacités des organismes de développement.
- c) **Soutien des initiatives nationales et multinationales de sécurité alimentaire.** Cette composante viendra en appui aux initiatives nationales de sécurité alimentaire par le biais d'un soutien à la planification stratégique et à la mise en œuvre et d'autres initiatives clés. Elle vise à consolider les initiatives nationales en renforçant les capacités, les stratégies et les politiques; à traiter des questions de sécurité alimentaire de nature transversale et régionale/sous-régionale (telles que le changement climatique); et à aider à combler les lacunes qui ne sont pas facilement couvertes par des projets individuels (normes de sécurité alimentaire ou questions intéressant le commerce international). Le FIDA a choisi de ne pas appuyer directement cette composante dans la mesure où les activités bénéficieront également à des États qui ne sont pas membres du Fonds. On s'attend toutefois à ce que le FIDA envisage à l'avenir d'appuyer des interventions spécifiques au titre de cette composante à travers l'octroi de petits dons.
- d) **Gestion du programme.** Le principal objectif de cette composante est de veiller à ce que les ressources et les activités du programme soient gérées efficacement afin d'atteindre les résultats en temps voulu, conformément aux objectifs du programme et aux critères et procédures opérationnels. La composante contribuera également à faciliter l'apprentissage et l'échange des enseignements tirés de l'expérience entre les parties concernées, y compris les communautés, les prestataires de services, les fonctionnaires et les partenaires internationaux de développement. Un accent particulier est mis sur la création de partenariats, la collaboration et la cohérence de l'effort de développement.

IV. Résultats et avantages escomptés

9. Au total, 59 000 ménages pauvres des îles du Pacifique devraient bénéficier du programme. Les résultats escomptés sont les suivants:
- a) amélioration des pratiques agricoles utilisées par les communautés et les bénéficiaires pauvres en milieu rural ciblés par les activités du programme;
 - b) meilleure connaissance des pratiques sûres de manipulation d'aliments, ainsi que de la conservation et de la préparation des aliments;
 - c) amélioration de l'infrastructure rurale pour l'accès aux marchés et aux intrants;

- d) amélioration de la fourniture de technologies et services agricoles aux bénéficiaires visés;
- e) augmentation et amélioration des services à l'appui de la qualité et de la sécurité sanitaire des aliments destinés à la consommation des ménages et au commerce;
- f) réalisation d'évaluations nationales de la sécurité sanitaire dans les pays ciblés;
- g) amélioration des connaissances et des mécanismes de diffusion de pratiques et systèmes agricoles durables par les services publics et privés;
- h) accroissement de la disponibilité de systèmes d'informations sur le marché;
- i) renforcement de la capacité d'adaptation au changement climatique et aux catastrophes naturelles, d'atténuation de leurs effets et de préparation à ceux-ci;
- j) amélioration de la capacité des pays à élaborer des propositions de projet et à accéder au financement proposé par les partenaires de développement; enfin,
- k) renforcement de la capacité des pays en matière de planification et d'élaboration des politiques agricoles.

IV. Dispositions relatives à l'exécution

10. Une Unité de gestion du programme régional (UGPR) indépendante sera mise en place et des Unités de coordination du programme national (UCPN) seront établies dans chaque pays concerné par le programme. L'UGPR sera basée au sous-bureau de la FAO pour les îles du Pacifique à Apia (Samoa) et sera dirigée par un chargé de programme régional recruté à temps plein au niveau international. L'UGPR comprendra un responsable des questions de parité hommes-femmes et de la participation ainsi qu'un responsable de la planification et du suivi-évaluation, un comptable et un secrétaire. Un coordinateur des activités régionales sera basé à Suva (Fidji) pour aider à la coordination des initiatives multi-pays et pour assurer qu'il existe un lien étroit et une synergie avec les projets s'agissant des composantes a) et b), et avec ceux d'autres partenaires de développement et d'institutions régionales. Dans les pays participants, l'UCPN comptera un coordinateur du programme régional expérimenté à plein temps⁴ et un comptable, et sera chargée de soutenir et de superviser la planification et l'exécution des projets prévus dans le cadre du programme national.
11. Des orientations générales sur le programme seront données par le comité de pilotage du programme régional, et des comités de pilotage nationaux assumeront une fonction identique au niveau national.
12. Le présent programme met à profit l'expérience du FAO-SAP acquise lors de la mise en œuvre du Programme régional pour la sécurité alimentaire et sur ses liens étroits avec toutes les nations participantes.

V. Coût et financement indicatifs du programme

13. Le programme sera exécuté sur une période de six ans, avec un coût indicatif total de 41,8 millions d'USD. La FAO sera la principale source de financement et apportera une contribution de 14,95 millions d'USD, soit 35,8% du total des coûts estimés pour le programme. On s'attend à ce que les cofinanceurs participent à hauteur de 12 millions d'USD, soit 28,7% sur six ans. L'approche de financement utilisée pour le programme devrait permettre de mobiliser des fonds supplémentaires auprès d'autres bailleurs au cours de la mise en œuvre. La contribution des bénéficiaires et des parties prenantes se chiffre à 3,0 millions

⁴ Dans certains pays plus petits, il sera peut-être suffisant de recruter des employés à temps partiel. Cette décision sera prise en concertation avec les pays concernés.

d'USD, soit 7,3%, les taxes et les droits étant financés par les gouvernements à concurrence de 1,9 million d'USD, soit 4,6%.

14. Le FIDA a décidé de participer initialement aux deux premières années du programme en accordant un don régional d'un montant total de 1,5 million d'USD, ce qui représente environ 11,3% de l'ensemble des coûts du programme au cours des deux premières années. Le don du FIDA alimentera un fonds du programme qui sera géré par la FAO, conformément à un accord entre la FAO et le FIDA.
15. Sous réserve de la performance satisfaisante obtenue les deux premières années, le cadre du programme pourrait offrir au FIDA une opportunité d'accorder un soutien additionnel sous forme de prêt et de don, en concertation avec les membres du Fonds des îles du Pacifique.

Récapitulatif du budget et du plan de financement
(en dollars des Etats-Unis)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement^a</i>
Travaux de génie civil	77 000	434 710
Conception et exécution	224 600	711 072
Main-d'œuvre et matériel	0	661 000
Fonctionnement et entretien	221 000	1 248 050
Gestion du programme	408 000	2 312 124
Formation et services d'appui	230 000	886 000
Équipement et matériel	339 400	1 926 100
Total	1 500 000	9 679 056

^a Le cas échéant.

Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	Food security and livelihoods of poor and vulnerable households, and especially women and youth, improved (an estimated 59,000 hhs will benefit from FSSLP)	Increased range and quantity of domestically produced food in local wholesale & retail markets. Decreased % of household annual budgets spent on basic food items in targeted communities. Household production assets ownership increased for targeted communities. Reduced stunting, wasting & underweight children and improved maternal BMI in targeted communities. Inter-year and seasonal variation in consumption of basic food items reduced.	Baseline and Impact Evaluations Food Security Vulnerability Assessments National Household Poverty Surveys/ data (where available) Thematic Studies	Improved macro trade environment, institutional capacity & available modern technologies and practices will increase overall food security.
Objectives	Outcome 1: Increased and sustainable agricultural production & productivity; improved incomes from farm and non-farm sources; and enhanced dietary practices of targeted communities and households Outcome 2: Improved access of vulnerable communities, especially households in remote locations and women, to sustainable agricultural services, inputs and markets. Outcomes 3: Capacities strengthened, policy environment enhanced, and strategic actions initiated at country and regional levels to address immediate and long term food security challenges Outcome 4: Timely and coordinated implementation of FSSLP projects & activities, in accordance with programme objectives and operational criteria.	Amount of food/ cash crops, livestock & fishery products produced by targeted communities Amount agricultural production per unit area, person-day, & per \$ purchased inputs Amount household income from farm and non-farm sources % of targeted households utilising improved agricultural technology/ sustainable practices and farming systems (e.g. organic agriculture, improved breed stock). No. of countries implementing food security strategies based on vulnerability assessments and No. of countries implementing national climate change adaptation plans/ programmes (e.g. NAPAs)	Baseline and Impact Evaluations Ongoing Evaluations (annual surveys) Food Security Vulnerability Assessments National Household Poverty Surveys/ data (where available) Thematic Studies Annual Achievement Reports Annual Regional and National Stakeholder Review Workshops National Level Secondary Data	Major agricultural & trade policy issues addressed. Simultaneous awareness among populations of better food nutrition. Rural producers interested in moving towards greater market orientation of production; Natural disasters do not offset gains in productivity from sustainable agricultural practices Natural calamities such as drought do not reduce community incentives to invest labour in agricultural production
Outputs	Improved techniques for agricultural production by poor rural communities/ beneficiaries targeted by programme interventions Improved knowledge of safe food handling practices and domestic food storage and preparation Improved infrastructure for market and input access Improved provision of agricultural technologies and services to target beneficiaries Increase and improvement of services to support food quality and safety of home consumption and trade Improved capacity of countries to prepare project proposals and access development partner financing Improved capacity of countries to manage food security programmes Enhanced capacity to develop and manage sustainable investment activities in agricultural sector	% increase in area and number of target beneficiaries and farmers applying new techniques. Increase % beneficiaries with awareness and knowledge % increases in agricultural roads and market infrastructure % increase outreach in appropriate services % increase in number and calibre of trained staff to monitor compliance of local products for trade purposes. % increases in agricultural and market infrastructure Number of countries with functioning FSSLP programme management systems and decision making system Number of FSSLP compliant projects submitted to donors	Annual surveys Thematic studies and annual evaluations Annual Achievement Reports Quarterly progress reports Annual Regional and National Stakeholder Review Workshops National Level Secondary Data	Effective linkages made between project, national and local level institutions and effective participatory approaches adopted in identification and development of agricultural technologies and practices. PICs commitment to providing adequate human resources for training on a continual basis. Timely supply of key equipment and inputs required for activities. Implementing agencies capability to effectively carry out participatory planning is sufficient Flow of funds allows timely implementation of approved micro-projects
Key Activities	Establishment and functioning of regional programme management structure Food security assessments Capacity building for project proposal development, assessment and management	Personnel, equipment, training, management support	AWP/B M&E reporting Progress reporting Supervision and implementation support	Availability of programme financing and recruitment of programme staff

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO): Programme d'appui à la formulation de directives volontaires pour la gouvernance responsable des terres et des autres ressources naturelles

I. Contexte

1. Les terres et les autres ressources naturelles fournissent la base de l'alimentation, de l'habitat et de la production économique et sont à la racine des valeurs et pratiques sociales, culturelles et religieuses. La gouvernance responsable de ces ressources peut contribuer à réduire la faim et la pauvreté, favoriser le développement social et économique, promouvoir la protection de l'environnement et autonomiser les petits agriculteurs, les pasteurs, les femmes rurales, les orphelins, les minorités ethniques et les groupes autochtones, qui sont souvent défavorisés ou vulnérables en raison d'une gouvernance médiocre dans ce domaine.
2. Dans la foulée de la crise des prix des denrées alimentaires et des combustibles, et dans le contexte d'une concurrence de plus en plus rude pour l'utilisation des terres agricoles, un instrument susceptible d'être adopté à l'échelon international et d'être mis en œuvre par les pays afin d'améliorer la gouvernance des terres et des autres ressources naturelles suscite un intérêt croissant. C'est pourquoi, la FAO, le FIDA et d'autres partenaires se sont lancés dans l'élaboration de directives volontaires pour la gouvernance responsable de ces ressources, qui seront préparées conjointement par les gouvernements, par des organisations de la société civile, par le secteur privé et par des organisations internationales. L'initiative a suscité un fort intérêt international parmi les partenaires de développement et les pays membres de la FAO et du FIDA. Les directives volontaires devraient être adoptées ou entérinées en 2011 par les gouvernements et les parties prenantes pertinentes du secteur privé et de la société civile.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

3. La sécurité foncière et l'accès équitable à la terre sont des aspects centraux, bien que trop souvent négligés, de la réduction de la pauvreté rurale. Ces dernières années, le FIDA a pris une conscience de plus en plus aiguë de leur importance dans la lutte contre la pauvreté rurale. Cette importance prend encore plus de relief dans le contexte récent de la ruée des gros investisseurs étrangers et nationaux sur les terres, qui pourrait faire peser des risques supplémentaires sur les droits fonciers déjà précaires des populations rurales pauvres. Ces dernières années, le FIDA a intégré d'une manière croissante l'amélioration de la sécurité foncière et de l'accès équitable à la terre dans les programmes de développement agricole et rural bénéficiant de son appui. Soucieux de mieux orienter ses opérations, le FIDA a élaboré une politique foncière institutionnelle visant à améliorer l'accès à la terre et la sécurité foncière.
4. Les directives volontaires offrent la perspective d'améliorer la sécurité foncière des populations rurales pauvres et vulnérables. Elles visent à fournir aux gouvernements, aux organisations de la société civile et au secteur privé des indications sur la gouvernance responsable des terres et des ressources naturelles, en tant que moyen de lutter contre la faim et la pauvreté, de promouvoir le développement économique national et local et de réformer l'administration publique. Les directives seront centrées sur le renforcement de la gouvernance des terres. Si besoin est, le lien avec la gouvernance des autres ressources naturelles (en particulier les forêts, les ressources halieutiques et les ressources en eau) et les implications de celui-ci seront dégagées et étudiées. L'initiative sera fondée sur les recherches existantes et elle améliorera la concertation sur les politiques grâce à un processus consultatif multipartite visant à garantir un consensus global généralisé et à donner aux parties prenantes la maîtrise de la définition et de l'application des directives volontaires.

5. Le don répond aux objectifs stratégiques suivants: donner aux ruraux pauvres un accès amélioré et plus sûr "aux ressources naturelles (terre et eau)" et à des "processus locaux et nationaux d'élaboration des politiques et de programmation". Il contribuera aussi indirectement à d'autres objectifs stratégiques tels que l'accès amélioré aux services financiers, aux marchés et aux possibilités d'emploi extra agricole. Le programme est également cohérent avec les objectifs stratégiques de la politique de don du FIDA: en renforçant la capacité du Fonds d'intégrer la question de la sécurité foncière dans ses opérations, il améliorera son impact sur le terrain et favorisera la participation des organisations de la société civile et les partenariats avec d'autres parties prenantes.
6. Le don concourra à la réalisation des objectifs de la politique du FIDA relative à la promotion de l'accès à la terre et de la sécurité foncière, à l'application de ses principes et à la mise en œuvre de ses instruments opérationnels. En particulier, il contribuera à "forger des partenariats complémentaires" et favorisera le "processus de concertation reposant sur des faits et ouvert à tous ainsi que les discussions multipartites". Le don complète par ailleurs une série d'autres initiatives appuyées par le Fonds, notamment: la formulation de l'initiative relative au cadre de la politique foncière en Afrique et aux directives en la matière, conduite par la Commission de l'Union africaine, la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) et la Banque africaine de développement (BAfD); les suites données aux recommandations et au plan d'action de la conférence internationale sur la réforme agraire et le développement rural (CIRADR); l'expérimentation de nouvelles approches pour sécuriser les droits fonciers des populations rurales pauvres; l'intensification de la concertation sur les politiques foncières; le financement par la FAO et le FIDA d'une étude sur les acquisitions de vastes surfaces de terre en Afrique, entreprise par l'institut international pour l'environnement et le développement (IIED); et la conduite de recherches bibliographiques et de recherches sur le terrain concernant l'impact de la production de biocombustible sur les droits fonciers des communautés rurales.
7. Les directives volontaires contribueront à aider les pays investisseurs et les pays bénéficiaires à garantir un maximum d'avantages aux communautés rurales pauvres et à minimiser les risques associés aux acquisitions, toujours plus nombreuses, de vastes surfaces de terre dans les pays en développement¹.

III. Le programme proposé

8. La finalité du programme est de contribuer à promouvoir une gouvernance responsable et transparente des terres et des autres ressources naturelles et de favoriser la réforme de l'administration publique par le biais d'une gouvernance améliorée.
9. Les objectifs du programme sont les suivants: i) appuyer un processus multipartite, ouvert à tous et participatif pour la formulation des directives volontaires; et ii) améliorer la concertation sur les politiques relatives à la gouvernance des terres et des autres ressources naturelles et faire prendre conscience de leur importance dans la lutte contre la pauvreté.
10. Les bénéficiaires principaux mais indirects seront les ruraux pauvres et vulnérables des pays en développement car ils bénéficieront d'une gouvernance responsable qui leur sera favorable et répondra à leurs préoccupations concernant la sécurité des droits fonciers. Les groupes cibles immédiats sont les pays membres de la FAO et du FIDA; les organisations de la société civile (y compris les membres de la Coalition internationale pour l'accès à la terre et les organisations paysannes); les organisations internationales et bilatérales, dont la Banque mondiale, le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), l'Agence allemande de coopération technique (GTZ), Millennium Challenge Corporation (MCC); et le secteur privé. En particulier, le don vise, d'une part, à sensibiliser les organisations de la société civile et les organisations paysannes et à renforcer leur

¹ L. Cotula, S. Vermeulen, R. Leonard et J. Keeley, *Land Grab or Development Opportunity?* (Londres/Rome, FAO, IIED et FIDA, 2009), p. 11; FAO, "From Land Grab to Win-Win", *Economic and Social Perspectives Policy Brief 4* (juin 2009), p. 2; J. von Braun et R. Meinzen-Dick, "Land Grabbing' by Foreign Investors in Developing Countries: Risks and Opportunities", *IFPRI Policy Brief* (13 avril 2009), pp. 2-3.

- capacité de s'engager dans le processus et, d'autre part, à consolider les partenariats entre les diverses parties prenantes concernées.
11. Le programme sera exécuté sur une période de deux ans et demi et sera articulé autour de quatre grandes composantes:
- a) **Discussions multipartites sur les dispositions des directives volontaires.** Une série de consultations sera organisée avec les parties prenantes de toutes les régions, des représentants des gouvernements, des organisations de la société civile (y compris les membres de la Coalition internationale pour l'accès à la terre et des organisations paysannes) et le secteur privé, notamment:
 - des réunions de consultation à l'échelon régional pour l'Afrique australe, l'Europe de l'Est, l'Afrique de l'Est et de l'Ouest, le Proche-Orient, l'Amérique latine et les Caraïbes et l'Asie et le Pacifique;
 - au moins trois réunions sectorielles, dont, au minimum, deux réunions de consultation avec la société civile (ciblant l'Afrique, l'Asie et les Amériques) et une réunion avec le secteur privé (au Royaume-Uni). Des réunions de groupes d'experts seront organisées sur les thèmes liés à la gouvernance des terres et des ressources naturelles, par exemple, la question des populations autochtones, la problématique hommes-femmes, les forêts, la pêche et l'eau; et
 - une discussion par voie électronique pour une participation mondiale plus générale.
 - b) **Préparation et révision d'une première version des directives volontaires.** La version préliminaire sera préparée par un comité de parties prenantes, à partir des éléments ressortant des réunions et des discussions sur Internet mentionnées plus haut. L'unité de la gestion des terres et des régimes fonciers de la FAO (NRLA) sera chargée d'appuyer et de coordonner le processus par l'intermédiaire d'un secrétariat. La version préliminaire sera examinée dans le cadre de:
 - consultations par voie électronique;
 - consultations de la société civile; et
 - réunions régionales.
 - c) **Préparation de guides d'application.** Des guides d'application seront préparés sur les thèmes liés à la gouvernance des terres et des ressources naturelles, par exemple, la question des peuples autochtones, la problématique hommes-femmes, la terre, les forêts, la pêche et l'eau, ainsi que pour des groupes de parties prenantes spécifiques (par exemple les organisations de la société civile).
 - d) **Parachèvement du processus et adoption des directives volontaires.** Le projet de directives volontaires sera révisé par le comité de rédaction à la lumière des observations reçues durant le processus d'examen. La version révisée sera soumise pour examen et adoption aux organes directeurs intergouvernementaux appropriés en 2011.
12. Dans le cadre du parachèvement du processus, un projet de plan d'action pour l'application des directives volontaires sera préparé, afin d'aborder les questions telles que la stratégie d'application (notamment les évaluations des besoins, les multiples domaines d'application nationaux, les mesures à prendre, les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux, les mécanismes de suivi et évaluation, les cibles et les indicateurs), de fournir des directives supplémentaires (donnant, si nécessaire, des détails plus techniques sur des aspects spécifiques) et du matériel de formation et de plaidoyer (par exemple, sur l'utilisation des directives) et, enfin, d'évoquer les plans d'action par pays (pour appuyer l'application des directives par les pays).

IV. Résultats et avantages escomptés

13. Le principal résultat sera constitué par les directives volontaires sur la gouvernance responsable des terres et des autres ressources naturelles – destinées à être adoptées ou entérinées par les gouvernements, y compris les pays membres de la FAO et du FIDA, et les organismes pertinents du secteur privé et de la société civile. Le processus favorisera la sensibilisation politique au plus haut niveau, pour faire comprendre les questions foncières et la nécessité de les appuyer si l'on veut contribuer au développement rural et à la réduction de la pauvreté.
14. Les résultats spécifiques sont les suivants:
 - a) des guides d'application thématiques (des guides sur les thèmes liés à la gouvernance des terres et des ressources naturelles, par exemple, la question des populations autochtones, la problématique hommes-femmes, la terre, les forêts, les pêches et l'eau ainsi que des guides destinés à des groupes de parties prenantes spécifiques tels que les organisations de la société civile);
 - b) un site web sur les directives volontaires; et
 - c) des brochures qui seront produites et transmises régulièrement aux partenaires et aux parties prenantes.

V. Modalités d'exécution

15. La FAO gèrera et exécutera le programme par l'intermédiaire d'un secrétariat établi au sein de NRLA, chargé d'encadrer l'initiative. Le secrétariat sera dirigé par un fonctionnaire principal spécialiste des régimes fonciers. La NRLA fournira une contribution en nature sous les formes suivantes: temps de travail de trois fonctionnaires clés, affectation d'un cadre associé et services de consultants.
16. Un comité de pilotage du projet, composé de représentants de la FAO, du FIDA, de la Finlande et de l'Allemagne, sera créé pour superviser la gestion du programme. Le comité se réunira au moins une fois par an et procédera à des consultations régulières en utilisant les moyens de communication électroniques.
17. Un groupe de travail chargé de la coordination sera mis en place, composé d'un nombre relativement important de partenaires, notamment: le FIDA, le secrétariat et les membres de la Coalition internationale pour l'accès à la terre, ONU-Habitat, la Banque mondiale, GTZ, le Comité international de planification pour la souveraineté alimentaire regroupant FoodFirst Information and Action Network (FIAN), des ONG et des organisations de la société civile, la Fédération internationale des géomètres (FIG) et la Royal Institution of Chartered Surveyors (RICS). L'effectif du groupe devrait augmenter avec l'inclusion de nouvelles organisations telles que le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Agence australienne pour le développement international (AusAID), MCC et la Commission européenne. Les membres du groupe communiqueront entre eux par voie électronique au moins une fois par mois.
18. La FAO gèrera et exécutera le programme en étroite collaboration avec des membres du personnel du FIDA appartenant à la Division consultative technique, à la Division des politiques et au groupe thématique interdépartemental sur les questions foncières, qui regroupe des représentants de toutes les divisions régionales, de la Division consultative technique, de la Division des politiques, du Bureau du Secrétaire et du secrétariat de la Coalition internationale pour l'accès à la terre. En particulier, le personnel des divisions régionales du FIDA veillera à la création de liens appropriés avec les projets et programmes en cours d'exécution.
19. FIAN/IPC coordonnera la mobilisation de la société civile, avec l'appui des membres et du secrétariat de la Coalition internationale pour l'accès à la terre. L'atelier de consultation du secteur privé sera organisé en coopération avec la RICS et la FIG.
20. Une évaluation approfondie indépendante sera planifiée pour la fin du processus, à moins que le comité de pilotage n'en décide autrement.

VI. Coût et financement indicatifs du programme

21. Le coût total de l'initiative, y compris les phases de préparation et de diffusion du processus d'élaboration des directives volontaires, est estimé à 5 304 400 USD. Le FIDA financera 1 364 000 USD de ce montant. Un petit don (200 000 USD) destiné à financer la phase initiale des consultations a déjà été octroyé par le FIDA.
22. Les autres sources de financement sont: l'Allemagne (2 750 000 USD), la Finlande (350 000 USD), ONU-Habitat (100 000 USD), le programme de partenariat multidonateurs de la FAO (30 000 USD) et GTZ (100 000 USD). La contribution en nature de la FAO s'élève à 410 400 USD – qui correspond à du temps de travail de son personnel–, mais le montant effectif sera probablement plus élevé.
23. Le financement du FIDA sera utilisé pour le recrutement de consultants techniques, pour les frais de voyage associés aux ateliers, pour les publications et pour certaines dépenses opérationnelles. Le financement du FIDA ne sera pas utilisé pour couvrir les frais fixes du personnel de la FAO.

Récapitulatif du budget et du plan de financement

(en dollars des États-Unis)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>	<i>Total</i>
Personnel de la FAO	-	410 400	410 400
Services professionnels et services de consultants	926 350	2 784 068	3 710 418
Frais de voyage	182 154	216 370	398 524
Publications	80 576	174 278	254 854
Dépenses de fonctionnement	174 920	355 284	530 204
Total	1 364 000	3 940 400	5 304 400

Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	Contribute to responsible and transparent governance in the management of land and other natural resources, and to the reform of public administration through improved governance.	<ul style="list-style-type: none"> • VGs on responsible governance of tenure of land and other natural resources implemented through adoption in national action plans, land policies etc. by Governments. 	<ul style="list-style-type: none"> • National Action Plans • Policy documents 	<ul style="list-style-type: none"> • The main and potentially significant impacts by the start of 2012 will result from an increased high level political awareness.
Objectives	<ol style="list-style-type: none"> 1. Support the formulation of the VGs for adoption or endorsement by Governments and private sector and CS stakeholders 2. Enhance policy dialogue on governance of tenure of land and other natural resources and increase awareness of its importance for poverty reduction. 	<ul style="list-style-type: none"> • Consensus between stakeholders on key elements for pro-poor and pro-vulnerable governance of tenure guidelines and their implementation. • VGs produced and adopted. 	<ul style="list-style-type: none"> • Relevant IGO, Government, private sector and CSO documents. 	<ul style="list-style-type: none"> • There is a high and widespread demand for this type of an international instrument among countries and stakeholder groups.
Outputs	<ol style="list-style-type: none"> 1. VGs on responsible governance of tenure of land and other natural resources and Guides for their implementation. 2. Increased high level political awareness, understanding, and support of land tenure issues for development 	<ul style="list-style-type: none"> • VGs and implementation guides • Governance of land tenure issues mainstreamed in land and natural resource policies and programmes. 	<ul style="list-style-type: none"> • Project reporting. • Farmers' organizations reporting. • News reports. 	<ul style="list-style-type: none"> • Enhanced global dialogue between stakeholders will result in consensus on the pro-poor and pro-vulnerable governance of tenure guidelines.
Key Activities	<ol style="list-style-type: none"> 1. Multi-stakeholder discussion on the requirements for the VGs. 	<ul style="list-style-type: none"> • 8 Regional and 3 global interest groups assessments and agreement reached in consultative meetings. • 2 civil society meetings and 1 private sector meeting; • Expert group meetings; • Facilitated electronic discussion. 	<ul style="list-style-type: none"> • Regional, professional and civil society assessments and workshop reports. 	<ul style="list-style-type: none"> • Regional and interest group differences will be considered. • Regional and interest group consultations will strengthen ownership of the process. • Innovative experiences could inform the guidelines
	<ol style="list-style-type: none"> 2. Preparation and review of an initial draft of the VGs, based on inputs received in meetings, workshops and electronic discussions and an outcome of conclusive expert group consultation. 	<ul style="list-style-type: none"> • First draft of VGs on tenure of land and other natural resources. • Several separate electronic reviews produced. • Reviews at Regional Conferences 	<ul style="list-style-type: none"> • Draft VGs. • Reports • Regional Conference reports 	<ul style="list-style-type: none"> • The VGs will address concerns from grassroots. • Representative review is ensured by several parallel initiatives. • Relevant Regional Conferences include the VGs review in their agenda.
	<ol style="list-style-type: none"> 3. Preparation of the Implementation Guides. 	<ul style="list-style-type: none"> • Implementation Guides are used by governments and interest groups to prepare national action plans. 	<ul style="list-style-type: none"> • Implementation Guides 	<ul style="list-style-type: none"> • Resources permit the enrolment of professionals from the wide variety of Natural Resource Tenures
	<ol style="list-style-type: none"> 4. Finalization and adoption of the VGs and preliminary preparation for their implementation. 	<ul style="list-style-type: none"> • Second draft VGs • VGs. • Preliminary plan for implementation of Voluntary Guidelines 	<ul style="list-style-type: none"> • Revised draft. • Relevant IGO, Government, private sector and CSO reports. • Preliminary implementation plan. 	<ul style="list-style-type: none"> • Securing the endorsement of political leaders is essential for raising the profile of the importance of pro-poor land policies. • Relevant IGO, Government, private sector and CS governing bodies adopt or endorse the VGs. • Resources permit the preparation of a plan for implementation.

